

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PROMOTION
DES INVESTISSEMENTS ET DE LA PROSPECTIVE**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN SEPTEMBRE 2014**

NOVEMBRE 2014

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, de la Promotion des investissements et de la Prospective

M. Régis IMMONGAULT

Ministre déléguée

Mme Marie Julie BILOGO-BI-NZENDONG

Directeur Général de l'Économie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT



Contact :


Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre ville


B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette troisième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2014.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF	7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN SEPTEMBRE 2014	9
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	9
I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	10
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU TROISIEME TRIMESTRE 2014.....	12
II.1 TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'EVOLUTION SECTORIELLE A FIN SEPTEMBRE 2014	12
II.2. LE PETROLE	14
II.3. LE MANGANESE	14
II.4. LES INDUSTRIES DU BOIS	15
II.4.1 Le sciage	15
II.4.2 Le déroulage	16
II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE.....	17
II.5.1. Le caoutchouc naturel.....	17
II.5.2. L'Elevage.....	18
II.6.LES AGRO – INDUSTRIES.....	19
II.6.1. La production sucrière	19
II.6.2. Le tabac.....	20
II.6.3. Les boissons gazeuses et alcoolisées	20
II.6.4. L'eau minérale.....	21
II.6.5. Les huiles et corps gras.....	22
II.7. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	23
II.7.1 La chimie	23
II.7.2 La seconde transformation des métaux	25
II.8. LE RAFFINAGE.....	26
II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	27
II.9.1 L'électricité.....	27
II.9.2- L'eau.....	28
II.10.LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	28
II.11.LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	29
II.11.1- Le transport aérien.....	29
II.11.2- Le transport ferroviaire.....	30
II.12 LES TELECOMMUNICATIONS	30
II.13 LE COMMERCE.....	31
II.12.1- Le commerce général structuré	31
II.12.2. Le commerce des véhicules neufs	31

II.12.3 Le commerce des produits pétroliers	32
II.12.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	33
II.14. LES SERVICES	33
II.14.1- Les services rendus aux entreprises	33
II.14.2- Les services rendus aux particuliers	33
II.14.3- Les services immobiliers	34
II.14.4- Les services de réparation mécanique	34
II.15. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME	34
II. 16 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE.....	35
II.16-1 La situation du bilan	35
II.16-2 Les opérations avec la clientèle.....	35
II.16-3 Les crédits distribués	36
II. 17 LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS.....	37
II.17-1 L'évolution des ressources propres	37
II.17-2 L'évolution des emplois	37
II.17.3 Les titres	38
II.18 LE SECTEUR ASSURANCE	38
II.18.1.La Branche Non Vie	38
II.18.2.La Branche Vie	39
II.18.3. Les Sinistres réglés	40
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU	
TROISIEME TRIMESTRE 2014.....	41
III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION	41
III.2 L'EMPLOI	43
III.2.1. La répartition de l'emploi public à fin septembre 2014	44
III.2.2. La variation des effectifs par département	45
III.3 LES SALAIRES.....	45
III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR	46
III.4.1 L'évolution des exportations en valeur	47
III.4.2. L'évolution des importations en valeur.....	47
III.4.3. Le partenariat économique à fin septembre 2014	48
III.4.3.1. Les principaux fournisseurs	48
III.4.2. Les principaux clients.....	50
III.5 LA DETTE PUBLIQUE EN SEPTEMBRE 2014	52
III.5.1-L'évolution du règlement.....	52
III.5.2 L'évolution des tirages sur financements extérieurs et intérieurs	52
III.5.3. La situation du stock de la dette publique	54
III.6. LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT A FIN SEPTEMBRE 2014.....	55
III.6.1.Le solde d'exécution	55
III.6.2. L'exécution des recettes	56

III.6.3 L'exécution des charges de l'Etat	57
III.7 LA SITUATION MONETAIRE	59
III.7.1 Les principaux agrégats monétaires	59
III.7.2- Les contreparties de la masse monétaire.....	60
III.7.2.1 Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N).....	60
III.7.2.2 Le crédit intérieur	60
III.7.2.3 Les créances sur l'économie	61
III.7.2.4 Les créances nettes sur l'Etat	61
III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE.....	61
III.8.1- l'action sur la liquidité bancaire.....	61
III.8.2- la politique des taux d'intérêt.....	62
III.8.3- la politique des réserves obligatoires	62

RESUME EXECUTIF

Le raffermissement en cours de l'économie mondiale s'est poursuivi au cours du troisième trimestre 2014 et s'est traduit par une reprise progressive dans la zone euro et une consolidation économique aux Etats unis. L'ensemble de ces mutations économiques s'effectue dans un contexte global de retour de la confiance en Europe, mais aussi d'augmentation de la demande des principaux pays avancés et de détente de l'étau budgétaire dans certains pays. Tous ces facteurs autorisent de meilleures perspectives économiques dans les pays riches, mais aussi dans les pays émergents et en développement, notamment en Chine et en Inde, où l'activité économique reste dynamique.

Toutefois, la persistance de nombreux risques constituent des facteurs pénalisants potentiels, susceptibles de militer pour une révision des projections en cours. Ces risques sont à la fois d'ordre géopolitique (crises en Ukraine, Libye, Irak, Syrie...), financiers (volatilité des marchés financiers), commercial (détérioration des termes de l'échange) et économique (déflation en zone euro).

Dans ce contexte, les prévisions économiques mondiales à fin septembre indiquent une croissance de 3,4%.

Au Gabon, l'activité économique est demeurée globalement bien orientée en dépit du repli observé dans plusieurs grands secteurs. En effet, le secteur pétrolier a enregistré une baisse de 0,9% de sa production en raison du déclin naturel des champs et des incidents techniques survenus en début d'année. Dans le même sillage, la production de minerai et d'agglomérés de manganèse s'est repliée de 7,5% à 2,7 millions de tonnes, imputable aux opérations de maintenance et à un incident ferroviaire exceptionnel enregistré en début d'année.

Le secteur industriel, précisément la production des peintures et lubrifiants a pâti de la morosité du secteur des BTP. En effet, le « bâtiment et travaux publics » a été marqué par la faiblesse du nombre de nouveaux chantiers d'envergure et par des retards de paiement sur les commandes publiques.

A contrario, il convient de relever la bonne tenue des industries agro-alimentaires et boissons dont les principales composantes, à l'exception de la fabrication du tabac, enregistrent de bons résultats. Par ailleurs, les autres industries de transformation, avec notamment le raffinage de pétrole brut, dont le volume traité a augmenté de 24% améliore ses performances. Il en est de même de la production de l'eau et de l'électricité et de la seconde transformation des métaux.

Dans le secteur tertiaire, les télécommunications, le commerce (excepté la vente de véhicule) et le transport (en dehors du transport ferroviaire) enregistrent des performances appréciables.

La situation du secteur bancaire indique un léger repli de 1,1% du total bilan des banques gabonaises à fin septembre, comparativement à l'année précédente. Ce retrait est lié à la diminution de 8,2% du volume des dépôts à terme, tandis que les crédits distribués ont progressé de 7,1%.

Corrélée au secteur réel, la situation monétaire large a été marquée par une baisse de la masse monétaire et du crédit intérieur alors que les avoirs extérieurs nets s'apprécient de 11,6%.

Le commerce extérieur s'est caractérisé par une diminution du solde commercial de 10,1% et une baisse du taux de couverture de 15,3 points par rapport à 2013. Cette évolution résulte d'une diminution plus que proportionnelle des exportations (-6,8%) par rapport aux importations (-1,2%). La baisse des exportations est tirée par le pétrole (-7,6%) et le manganèse (-3,9%) alors que les bois ouvrés progressent de 22,5% et les produits dérivés du pétrole de 57,3%.

L'exécution du budget au terme des neuf (9) premiers mois de l'année 2014, fait ressortir les soldes suivants :

- un excédent primaire de 451,2 milliards de FCFA, en hausse de 28,6% comparativement à la même période en 2013. Cet excédent s'explique essentiellement par l'amélioration des recettes non pétrolières.
- le solde base engagement, incluant la charge d'intérêt associée à la dette publique, enregistre un repli de 14,4% pour s'établir à 248,0 milliards de FCFA.

Le budget en recette s'établit à 1729,4 milliards de FCFA à fin septembre 2014 contre un niveau de 1921,5 milliards de FCFA à la même période en 2013, soit une diminution de 10,0% imputable à une baisse de 30,1% des recettes pétrolières (695,8 milliards de FCFA à fin septembre 2014 contre 995,6 milliards de FCFA à la même période l'année précédente).

Les dépenses exécutées, hors paiement des intérêts de la dette publique, ont baissé de 18,6%, passant de 1570,6 milliards de FCFA à fin septembre 2013 à 1278,2 milliards de FCFA à la même période en 2014. Cette situation résulte de la baisse conjointe des dépenses de fonctionnement et du budget d'investissement.

Enfin, l'indice harmonisé des prix à la consommation est en hausse de 4,3% suite à une augmentation des prix de certains produits alimentaires et boissons non alcoolisées.

PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN SEPTEMBRE 2014

Au terme des neufs premiers mois de l'année 2014, l'activité économique mondiale s'est raffermie du fait de l'amélioration des conditions financières, d'un regain progressif de confiance et d'une inflation maîtrisée dans la zone euro, ainsi que l'augmentation de la demande des pays avancés. Toutefois, de nombreux risques de dégradation persistent et ont contribué à une révision à la baisse des prévisions économiques mondiales.

Les principaux risques concernent à court terme la montée de tensions géopolitiques en Europe de l'Est et au Moyen-Orient et la volatilité sur les marchés financiers et des cours des matières premières, notamment le pétrole.

A moyen terme, il est à craindre une stagnation économique dans les pays avancés du fait entre autres de l'ampleur du chômage et du poids de l'endettement public et privé dans plusieurs Etats. De même, il est envisagé un recul de la croissance potentielle dans les pays émergents et en développement, en lien avec la baisse des cours des matières premières.

Dans ce contexte, l'économie mondiale progresserait de 3,4% en 2014, soit le même niveau que celui de l'année précédente.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

La situation économique des pays avancés est bien orientée à fin septembre. L'accélération de la reprise dans ces pays tient principalement à une croissance rapide aux Etats-Unis, mais également à un redressement de l'activité dans la zone euro. On observe toutefois, des évolutions divergentes selon les pays. Ainsi, la croissance paraît forte et durable aux Etats-Unis et au Royaume Uni, tandis que dans la zone Euro et au Japon elle demeure atone. Ceci entraîne une prévision de croissance de 1,8% pour l'ensemble de l'année 2014 contre 1,4% l'année précédente.

Aux Etats-Unis, l'activité économique s'est améliorée au troisième trimestre après un bref ralentissement en début d'année. Le Produit Intérieur Brut (PIB) a ainsi progressé de 3,5% au cours de cette période. Cette évolution a découlé d'une amélioration continue du marché du travail et de l'accélération des investissements privés en dépit de tensions sur les prix et les salaires. Par ailleurs, la FED a maintenu ses taux directeurs proches de zéro, et elle a mis fin à ses injections de liquidité massives dans le système financier. Pour l'année 2014, il est prévu une croissance de 2,2% en hausse de 0,5 point.

Dans la zone euro, la croissance a semblé raffermie au troisième trimestre (+0,2%) après une croissance atone (+0,1%) enregistrée au deuxième trimestre du fait de la faiblesse de l'investissement et des exportations. Les perspectives économiques font état d'une expansion de 0,8% en 2014, contre -0,4% en 2013. La poursuite de la reprise serait soutenue par une

réduction du frein budgétaire, une politique monétaire accommodante et une amélioration des conditions du crédit. L'Allemagne et la France les deux principales locomotives économiques afficheraient respectivement 1,4% et 0,4% en 2014.

Au Japon, l'activité s'est contractée au troisième trimestre. Cette morosité a été induite par une baisse de la demande intérieure suite au relèvement de la taxe sur la consommation en avril. Par ailleurs, le contexte budgétaire caractérisé par un endettement public élevé réduit les marges de manœuvre budgétaires et les perspectives de croissances fixées à 0,9% pour 2014.

Dans la plupart des autres pays avancés, parmi lesquels le Royaume-Uni (3,2%) et le Canada (2,3%), la croissance devrait être solide en 2014

I.2. LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

Les pays émergent et en développement ont maintenu un rythme de croissance soutenu au cours de la période sous revue. Des facteurs aussi bien endogènes qu'exogènes expliquent cette évolution. Au titre des facteurs extérieurs, on relève une augmentation de la demande en provenance des pays avancés et une amélioration des conditions financières. Ces facteurs pourraient favoriser le maintien d'une croissance de 4,4% en 2014 pour l'ensemble de ces pays en dépit d'un recul des cours des produits de base.

L'activité économique dans la communauté des Etats indépendants pâtit des conséquences du conflit ukrainien et du ralentissement de l'économie russe. Les prévisions font désormais état d'une croissance de 0,8% en 2014 pour l'ensemble de cette communauté, contre 2,3% selon les prévisions initiales du mois d'avril. En Russie, les données montrent une expansion économique modeste (0,2%) cette année. Cette prévision pessimiste de l'économie russe s'explique par une baisse considérable de l'investissement et par des sorties de capitaux massives après la montée de tension avec l'Ukraine et les sanctions prises par les pays occidentaux.

Dans les pays émergents ou en développement d'Asie, la croissance est restée vigoureuse au cours des dix premiers mois de l'année. Elle a été portée en partie par des conditions financières favorables et par des politiques économiques globalement accommodantes. Ainsi, le taux de croissance du PIB de cette zone est prévu à 6,5% pour 2014.

Grâce notamment à des mesures d'allègement d'impôts au profit des petites et moyennes entreprises, à une accélération des dépenses budgétaires et d'infrastructures, ainsi qu'à un rebond des exportations, la croissance en Chine, devrait atteindre 7,4 % en moyenne en 2014.

En Inde, l'activité économique est restée soutenue, du fait notamment du dynamisme des exportations et de l'investissement. Les perspectives favorables indiquent une expansion de 5,6% en moyenne.

En Amérique latine, la baisse des exportations a entraîné une révision des perspectives économiques. Ainsi, le PIB attendu est estimé à 1,3% contre 2,5% en avril. L'économie brésilienne serait proche de la stagnation avec 0,3% de croissance, imputable à une contraction de l'activité au premier trimestre, du fait de l'atonie de l'investissement et d'une évolution modérée de la consommation.

Au Mexique, du fait de la faiblesse de la demande extérieure et de l'activité dans les BTP, l'économie s'est contractée et a occasionné une révision des prévisions à 2,4%.

L'intensification des conflits et des transitions sociopolitiques difficiles, ainsi qu'un climat d'incertitude ont pesé sur l'activité économique au Moyen orient et en Afrique du nord. Il est par conséquent prévu une décélération économique dans cette région avec une croissance de 2,6% contre 3,3% en début d'année 2014.

En Afrique subsaharienne la croissance est restée soutenue sur les neuf premiers mois, en dépit des risques liés au repli des cours des produits de base hors carburant, et à l'épidémie Ebola dans certains pays. Avec 5,1% de prévision pour 2014, l'Afrique subsaharienne devrait profiter d'une accélération de la croissance dans les pays avancés.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE AU TROISIEME TRIMESTRE 2014

II.1 TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'EVOLUTION SECTORIELLE A FIN SEPTEMBRE 2014

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↘
Manganèse	↘
Industrie du Bois	↗
Agriculture et élevage	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
<i>Elevage</i>	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Raffinerie de sucre</i>	↗
<i>Fabrication de tabac</i>	↘
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↗
<i>Huiles et corps gras</i>	↗
Autres industries de transformation	
<i>Chimie</i>	↘
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↗
<i>Ferroviaire</i>	↘
Télécommunications	↗
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↗
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↘
<i>Véhicules industriels</i>	↘
<i>Produits pétroliers</i>	↗
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗

Services	
<i>Rendus aux entreprises</i>	↘
<i>Rendus aux particuliers</i>	↗
<i>Immobiliers</i>	↘
<i>Réparation mécanique</i>	↘
Hôtellerie, Restauration et Tourisme	↗

II.2. LE PETROLE

Au terme des neuf premiers mois de 2014, la production nationale de pétrole brut a enregistré une baisse de 0,9% pour se situer à 8,2 millions de tonnes en raison du déclin naturel des champs et des incidents techniques enregistrés en début d'année. Cependant, on note un redressement du volume de pétrole extrait au 3^e trimestre par rapport au trimestre précédent, eu égard aux bonnes performances d'Addax, Perenco et Maurel & Prom, en raison des travaux opérés sur certains champs visant à améliorer leur rendement.

Parallèlement, les exportations de pétrole ont régressé de 2,1% pour un volume de 7,1 millions de tonnes, malgré la bonne tenue des qualités Oguendjo (+9,1%) et Lucina (+7,2%).

TABLEAU N 1 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE PETROLIERE

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en millions de tonnes)	8,308	8,237	-0,9%
Exportation (en millions de tonnes)	7,270	7,119	-2,1%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	108,45	106,57	-1,7%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	106,57	104,20	-2,2%
Taux de change (\$US/FCFA)	498,114	484,183	-2,8%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

Pénalisés par l'abondance de l'offre, la faiblesse de la demande mondiale et la hausse du dollar, les prix du pétrole (Brent) ont baissé de 1,7% pour s'établir à 106,57 dollars le baril en moyenne à fin septembre 2014. Dans le même temps, le prix moyen sur les neuf mois des bruts gabonais est de 104,2 dollars, soit un recul de 2,2% par rapport à la même période en 2013.

S'agissant du taux de change du dollar par rapport au FCFA, en dépit du redressement observé au 3^e trimestre, ce dernier s'est déprécié de 2,8% à 484,183 FCFA.

II.3. LE MANGANESE

Sur les neuf premiers mois de 2014, la production mondiale d'acier au carbone est en hausse de 2,1% par rapport à la même période de 2013, soutenue essentiellement par les pays développés (Union Européenne, USA) et la Chine. De même, les stocks de minerai de manganèse dans les ports chinois sont restés stables après avoir baissé au mois de juillet.

La production de minerai et d'agglomérés de manganèse a enregistré une baisse de 7,5% à 2,7 millions de tonnes, imputable aux opérations de maintenance et à un incident ferroviaire exceptionnel enregistré en début d'année. Cependant, la production est revenue au rythme

record de production de fin 2013 au 3ème trimestre 2014 (961 100 tonnes). Parallèlement, les livraisons externes de manganèse ont suivi la tendance baissière de la production (-7,1%).

Dans ce contexte difficile, le chiffre d'affaires a chuté de 20%, à 236 milliards de FCFA à fin septembre 2014, exacerbé par la baisse des prix du minerai de manganèse (spot CIF Chine) de 16%, à 4,62 USD/dmtu en moyenne sur les neuf premiers mois de 2014. Cette baisse résulte du retrait de la commande mondiale, en rapport avec la baisse de la production d'acier de carbone.

TABLEAU N 2 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE MINIERE

(en tonnes)	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Production	2 950 121	2 729 858	-7,5%
Exportations	2 868 872	2 663 967	-7,1%
Ventes	2 870 191	2 665 294	-7,1%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	294 172	236 056	-19,8%

Source: Comilog, Setrag, Sepbg

II.4. LES INDUSTRIES DU BOIS

A fin septembre 2014, on note une amélioration des performances de l'activité des industries du bois sur le plan industriel et commercial. En effet, sur le plan industriel, la production globale est passée de 236 868 à 272 559 m³, soit une augmentation de 15,1%. Cette embellie est liée à un meilleur approvisionnement des unités de transformations en matières premières.

Les ventes locales progressent de 20,1% pour se situer à 15 141 m³. De même, les exportations observent une amélioration de 10,9% pour atteindre 238 365 m³ en raison de la vigueur du marché international de la filière.

TABLEAU N 3 : EVOLUTION DES INDUSTRIES DU BOIS

m ³	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Production	236 868	272 559	15,1%
Ventes locales	12 605	15 141	20,1%
Exportations	214 895	238 365	10,9%

Source : DGICBVPF

II.4.1 Le sciage

A la fin du mois de septembre 2014, on note une amélioration des performances de l'activité de sciage sur le plan industriel et commercial. En effet, sur le plan industriel, la production est

passée de 143 106 à 166 773 m³ soit une augmentation de 16,5%. Cette embellie est liée à un meilleur approvisionnement des unités de transformations.

Les ventes locales progressent de 22,5% pour se situer à 12 739 m³. De même, les exportations observent une amélioration de 14,9% pour atteindre 159 262 m³ en raison de la vigueur du marché international de sciage.

TABLEAU N 4 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE SCIAGE

m ³	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Production	143 106	166 773	16,5%
Ventes locales	10 401	12 739	22,5%
Exportations	138 608	159 262	14,9%

Source: Cora wood, Sitrab, Hua-jia, Ibng, Somivab, Ifeg, Super bois, Tbni Makokou, Tbni owendo, Bsg ndjolé, Rfm, Ceb, Ttib, Snbg

II.4.2 Le déroulage

- Le placage

Le segment placage enregistre des résultats appréciables à la fin septembre 2014, malgré un fléchissement des exportations. En effet, la production est passée de 81 375 m³ à 88 184 m³, soit une hausse de 8,4%. Cette situation s'explique par l'amélioration du rythme d'approvisionnement des usines en grumes issu des différentes exploitations forestières.

Au cours de la même période, les exportations chutent de 3,6%. Cette régression trouve son origine dans la morosité du marché international.

TABLEAU N 5 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE PLACAGE

m ³	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Production	81 375	88 184	8,4%
Exportations	67 985	65 545	-3,6%

Source: Cora wood, Cema, Thébault bois, Snbg, Rimbunan, Pogab

- **Le contreplaqué**

A l'issu des neuf premiers mois 2014, l'activité de contreplaqué enregistre des résultats satisfaisants. La production est passée de 12 387 à 17 602 m³ soit une hausse de 42,1%. Cette dernière est liée au rythme soutenu d'approvisionnement en grumes des principales unités de transformation.

Sur le plan commercial, les exportations connaissent la même tendance avec une forte croissance de 63,3% pour atteindre 13 558 m³. Cette embellie des exportations se justifie par le dynamisme du marché international du contreplaqué.

Les ventes locales, elles aussi, enregistrent une hausse de 9% pour s'établir à 2 402 m³, en raison de l'augmentation du niveau de consommation des ménages et de certains chantiers de BTP.

TABLEAU N 6 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE CONTREPLAQUE

m ³	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Production	12 387	17 602	42,1%
Ventes locales	2 204	2 402	9%
Exportations	8 302	13 558	63,3%

Source: Cora wood, Sheng Yang

II.5. L'AGRICULTURE ET ELEVAGE

II.5.1. Le caoutchouc naturel

Les contreperformances enregistrées dans la filière caoutchouc naturel au premier semestre perdurent à fin septembre 2014. En effet, la production de fonds de tasse baisse de 4,1%, soit 27 894 tonnes. De même, celle de granule se replie de 16,3%. Les méventes du caoutchouc à l'international induisent une baisse du niveau des exportations de 15,6%.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires régresse de 36,4%, exacerbé par la chute des prix mondiaux du caoutchouc, pour s'établir à près de 11 milliards de FCFA.

TABEAU N 7 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DU CAOUTCHOUC

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Productions			
Caoutchouc humide (en tonnes)	29 080,5	27 896,5	-4,1%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	14 822,4	12 401,7	-16,3%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	14 395,9	12 148,3	-15,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	17 220,5	10 950,6	-36,4%
Effectifs	181,0	177,0	-2,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	1 023,8	974,2	-4,8%

Source : SIAT

II.5.2. L'Elevage

L'activité du ranch Nyanga de SIAT Gabon s'est caractérisée par le renforcement du cheptel au cours des neuf premiers mois de 2014, avec 4 690 bêtes contre 4 540 par rapport à la même période en 2013, soit une hausse de 3,3%, en raison de l'accroissement des naissances (+21,1% à 556), combiné à la diminution des décès (-66,4%, soit 126 décès).

Sur le plan commercial, la société a vendu 78,2 tonnes de viande depuis le début de l'année ; ce qui a généré un chiffre d'affaires de 329 millions de FCFA.

TABEAU N 8 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE D'ELEVAGE

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Effectif du cheptel	4 540	4 690	3,3%
Vente de viande (en kg)	0	78 238	-
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	0	329	-
Effectif	25	24	-4,0%
Masse salariale (millions de FCFA)	102	92	-10,1%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6.LES AGRO – INDUSTRIES

II.6.1. La production sucrière

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2014, l'activité sucrière présente des résultats globalement positifs. En effet, malgré le léger repli de l'activité sur le plan agronomique (baisse de 0,8% de la production de granulé de 50 kg), les indicateurs industriels sont orientés en hausse. Ainsi, le total de sucre transformé réalise un bond de 74,1% à 14 533 tonnes, tiré essentiellement par la production de granulé de 1 kg + des dosettes, suite au lancement du conditionnement Doypack de 750g et le sachet granulé de 500g. Le sucre en morceaux progresse dans le même temps de 40,8%.

Cependant, pour satisfaire la demande locale, Sucaf a eu recours aux importations de 6 392 tonnes de sucre du Brésil depuis le début de cette année, en hausse de 12,2% par rapport à l'année précédente

TABLEAU N 9 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE SUCRIERE

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Importations de sucre en morceaux	5 699	6 392	12,2%
Production totale	22 853	22 677	-0,8%
Sucre (en morceaux)	5 478	7 715	40,8%
Autres (doses+granulés+sachets 1 kg)	2 868	6 818	137,7%
Total sucre transformé	8 346	14 533	74,1%
Ventes (en tonnes)	22 185	24 357	9,8%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	13 637	13 285	-2,6%
Effectifs	417	399	-4,3%
Masse salariale (millions de FCFA)	3 105	2 169	-30,1%

Source : Sucaf

Sur le plan commercial, les ventes de sucre réalisées sur le marché domestique sont en progression de 9,8%, soit 24 357 tonnes ; générant un chiffre d'affaires de 13,3 milliards de FCFA.

II.6.2. Le tabac

La branche tabatière reste, au terme des neuf mois de 2014, sur la continuité de la baisse du début d'année, au regard de l'évolution descendante de tous les indicateurs. Ainsi, la production de scaferlatis s'effondre pour se situer à 22,3 tonnes, pendant que celle des cigarettes chute de 39,5%. L'arrêt de la production de scaferlati dû à des problèmes d'approvisionnement explique cette situation.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires connaît un repli important (plus de 65,2%) et se situe à 2,4 milliards de FCFA.

TABLEAU N 10 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DU TABAC

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Productions			
Scaferlatis (tonnes)	803,3	22,6	-97,2%
Cigarettes (milliers de paquets)	12 604,8	7 619,8	-39,5%
Tabac en feuilles (caisses)	376,0	0,0	-100,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 040,9	2 448,4	-65,2%
<i>CA marché local</i>	2 555,5	1 841,5	-27,9%
<i>CA Export</i>	4 485,4	607,0	-86,5%
Effectifs	73	40	-45,2%
Masse salariale (millions de FCFA)	814,7	571,9	-29,8%

Source : Sociga

Au cours de la période sous-revue, les effectifs ont été réduits de 45,2%, suite à la fermeture de l'unité de fabrication des tabacs en feuille, entraînant la baisse de la masse salariale de 29,8%, à 571,9 millions de FCFA.

II.6.3. Les boissons gazeuses et alcoolisées

À fin septembre 2014, l'activité de la branche des boissons gazeuses et alcoolisées affiche des résultats satisfaisants avec une production globale en progression de 10,5% qui atteint 2,1 millions d'hectolitres. Elle est essentiellement tirée par les bières (+14,6%) et les boissons gazeuses (+7,0%), suite à la réhabilitation des unités de production. En revanche, les productions de vins et des divers se replient respectivement de 11% et de 7,3%.

En conséquence, le chiffre d'affaires connaît une amélioration de 6,1%, se situant à 117,5 milliards de FCFA.

TABLEAU N 11 : ACTIVITE DES BOISSONS GAZEUSES ET ALCOOLISEES

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Productions (en hectolitres)	1 864 931	2 061 577	10,5%
Bières	1 007 374	1 154 267	14,6%
Boissons gazeuses	791 805	847 297	7,0%
Vins	25 459	22 647	-11,0%
Divers	40 293	37 366	-7,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	110 531	117 502	6,3%
Effectifs	905	1 030	13,8%
Masse salariale (millions de FCFA)	8 278	8 872	7,2%

Sources : *Sobraga, Sovingab*

En vue de soutenir le surcroît d'activité, les effectifs ont progressé de 13,8% à 1 030 agents permanents, occasionnant ainsi une masse salariale de 8,9 milliards de FCFA.

II.6.4. L'eau minérale

La production de l'eau minérale s'est établie à 419 636 hectolitres à fin septembre 2014; soit un accroissement de 15,5% par rapport à la même période en 2013, favorisé par la vigueur du marché local, en liaison avec le déficit en eau potable dans les principales villes du pays.

Le chiffre d'affaires suit la même tendance haussière, progressant de 16,2%, soit 8,6 milliards de FCFA au cours de la période sous-revue.

TABLEAU N 12 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE L'EAU MINERALE

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Production d'eau (en hectolitres)	363 421	419 636	15,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 408	8 608	16,2%
Effectifs	44	49	11,4%
Masse salariale (millions de FCFA)	450	427	-5,1%

Source : *Soboléco*

II.6.5. Les huiles et corps gras

Au terme des neufs premiers mois de 2014, la filière des huiles et corps gras affiche des résultats globalement positifs. Ainsi, les productions d'huile rouge et d'oléine sont en progression respectivement de 25,6% et 11,1%. En revanche, le savon chute de 30,3%, en raison de la concurrence des produits importés, ce qui se traduit par la baisse des quantités de savons produits localement (-19,7%).

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires généré par les ventes des produits de la société est en augmentation de 13,1% pour se situer à 6,3 milliards de FCFA.

TABLEAU N 13 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES HUILES ET CORPS GRAS

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Productions (en tonnes)			
Huile rouge	3 419,9	4 294,0	25,6%
Huile raffinée	4 168,6	4 631,2	11,1%
Savons	2 720,7	1 896,5	-30,3%
Ventes (en tonnes)	5 344,3	6 765,6	26,6%
Huile raffinée	3 017,9	4 897,8	62,3%
Savons	2 326,3	1 867,8	-19,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 558,6	6 285,9	13,1%
Effectifs	193	182	-5,7%
Masse salariale (millions de FCFA)	982,2	893,9	-9,0%

Source : SIAT

II.7. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2013, les autres industries de transformation ont connu une activité morose dans l'ensemble, sous l'effet de la concurrence exacerbée des produits importés.

II.7.1 La chimie

- Les peintures

La production des peintures se situe à 3 939,5 tonnes au terme des neuf (9) premiers mois de 2014, soit une baisse de 1,5% par rapport à la même période en 2013, imputable à la faiblesse de la demande des entreprises des BTP. Toutefois, le chiffre d'affaires observe une hausse de 3,4% et atteint 8,8 milliards de FCFA.

TABLEAU N 14 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES PEINTURES

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en tonnes)	4 000,0	3 939,5	-1,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 545,0	8 835,5	3,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	703,6	677,6	-3,7%
Effectifs	81,0	83,0	2,5%

Sources : GPL, Chimie Gabon

- Les lubrifiants

Au terme des neuf premiers mois de 2014, la production des lubrifiants enregistre une régression de 25,6% du fait du ralentissement de l'activité en vue de liquider les stocks constitués, de la concurrence des huiles importés et de la contraction de la demande locale. Elle s'établit ainsi à 3 595 tonnes à fin septembre 2014. Dans le même temps, les emballages métalliques et plastiques suivent une tendance analogue avec un recul de 11,7% pour 214 831 unités sur la même période.

En conséquence, le chiffre d'affaires, évalué à 4,9 milliards de FCFA, observe une chute de 29,2%.

TABLEAU N 15 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES LUBRIFIANTS

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	4 832	3 595	-25,6%
Emballages (en unités)	243 201	214 831	-11,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 889	4 880	-29,2%
Effectifs (nombre d'agents)	44	44	0,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	346	374	7,9%

Source : PIZOLUB

- **Les gaz industriels**

La production des gaz industriels s'est raffermie au cours des neuf premiers mois de 2014, en raison de la bonne tenue des commandes d'azote émanant du secteur pétrolier et parapétrolier. Elle s'établit à 487 900 m³, soit une hausse de 8,8% par rapport au 30 septembre 2014.

Cependant, le chiffre d'affaires baisse de 11,8% pour s'établir à 2,8 milliards de FCFA, en raison de la contraction des quantités vendues d'oxygène.

TABLEAU N 16 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES « GAZ INDUSTRIELS »

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en m3)	448 400	487 900	8,8%
Oxygène	210 000	180 800	-13,9%
Azote gazeux	24 700	36 600	48,2%
Azote liquide	182 000	244 800	34,5%
Acétylène	31 700	25 700	-18,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 216	2 837	-11,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	665	675	1,5%
Effectifs (nombre d'agents)	69	69	0,0%

Source : Gaboa Air Liquide

Les effectifs demeurent stables à 69 employés pour une masse salariale de 675 millions de FCFA, en légère augmentation de 1,5%.

II.7.2 La seconde transformation des métaux

L'activité de transformation de l'aluminium en tôles affiche une embellie au terme des neuf premiers mois de 2014. Ainsi, la production totale progresse de 26,5%, atteignant 2 131,4 tonnes, attribuable à la vigueur de la demande des tôles minces par les ménages et les entreprises de construction.

Cependant, la faiblesse des commandes de la chaudronnerie et de la charpente métallique a induit une baisse du chiffre d'affaires de 0,8% pour s'établir à 8,9 milliards de FCFA.

TABLEAU N 17 : LA SECONDE TRANSFORMATION DES METAUX

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en tonnes)	1 684,9	2 131,4	26,5%
Tôles minces	562,7	863,8	53,5%
Tôles épaisses	1 122,2	1 267,6	13,0%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	8 962,0	8 890,4	-0,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	735,1	772,9	5,1%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	166	134	-19,3%

Sources : SOTRALGA, SOGI

La réduction des effectifs de 19,3% à 134 agents permanents, s'est accompagnée d'une hausse de la masse salariale de 5,1%, en raison du paiement des droits aux agents.

II.8. LE RAFFINAGE

Au terme des neuf premiers mois de 2014, grâce aux travaux de réhabilitation de l'outil de production, la raffinerie du pétrole a maintenu les bonnes performances enregistrées depuis le début d'année. En effet, le volume du brut traité a progressé de 23,9%, soit 718 517 tonnes métriques au cours de la période analysée contre 580 077 à fin septembre 2013.

TABLEAU N 18 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE RAFFINAGE

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
TOTAL DU BRUT TRAITE	580 077	718 517	23,9%
VENTES DE SOGARA			
Butane (TM)	25 860	28 156	8,9%
Super (m ³)	72 811	80 046	9,9%
Super Export (m ³)	10 184	14 390	41,3%
Pétrole lampant (m ³)	29 555	27 085	-8,4%
Turbine fuel 1 (m ³)	51 403	48 830	-5,0%
Gasoil moteur (m ³)	474 909	507 915	6,9%
Fuel-oil 380 export (TM)	0	111 615	-
Résidu atmosphérique export (TM)	306 325	225 815	-26,3%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)	387 316	402 109	3,8%
Chiffre d'affaires intérieur	278 620	292 218	4,9%
Chiffre d'affaires export	108 696	109 891	1,1%

Source : Sogara

Sur le plan commercial, on note également des résultats appréciables, imputable à la demande soutenue dans les secteurs tels que l'énergie, les mines et les industries du bois. Ainsi, hormis le pétrole lampant, le turbine-fuel 1 et les résidus atmosphériques dont les consommations se sont contractées, les autres produits ont vu leurs volumes vendus s'apprécier tant sur le marché domestique qu'à l'export.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a progressé de 3,82% pour s'établir à 402,1 milliards de FCFA, tiré par les ventes locales.

II.9 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

Le secteur de l'énergie présente de bonnes performances au 30 septembre 2014, au regard de l'évolution ascendante des principaux indicateurs.

II.9.1 L'électricité

La production nette d'électricité s'est accrue de 4,8% pour s'établir à 1 628 Gwh à fin septembre 2014. Cette croissance est liée à la hausse de la production de la centrale thermique d'Alenakiri qui a compensé la baisse de la production de la SEEG.

Parallèlement, les ventes hors cession ont progressé de 8,1% pour se situer à 1 252,3 Gwh, sous l'effet croissant des consommations des ménages et des clients industriels, notamment les industries de bois et les mines. En conséquence, le chiffre d'affaires a connu une hausse de 6,2% pour atteindre 117,3 milliards de FCFA.

TABLEAU N 19 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE LA BRANCHE ELECTRICITE

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Production nette (en GWh)	1 552,8	1 627,9	4,8%
Production nette SEEG	1 457,9	1 331,1	-8,7%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	94,9	296,7	212,8%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	1 158,0	1 252,3	8,1%
Volumes facturés MT hors cession	434,9	454,2	4,4%
Volumes facturés BT hors cession	723,1	798,1	10,4%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	110 464,4	117 332,5	6,2%
CA MT hors cession	34 547,4	35 570,1	3,0%
CA BT hors cession	75 917,0	81 762,4	7,7%

Source: SEEG

II.9.2- L'eau

Au cours de la même période, l'activité du segment eau s'est raffermie, suite à la maintenance des stations de pompage et à l'amélioration de la desserte. Ainsi, la production a augmenté de 8,4% pour se situer à 72 millions de m³, pendant que les volumes de ventes et le chiffre d'affaires sont en légère hausse (+0,9% et 0,2% respectivement) à 49 millions de m³ et 17,7 milliards de FCFA.

TABLEAU N 20 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE LA BRANCHE EAU

(en milliers de m ³)	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Production nette	66 460,9	72 022,2	8,4%
Ventes hors cession	48 540,3	48 981,7	0,9%
CA hors cession (en millions de FCFA)	17 648,0	17 686,2	0,2%

Source: SEEG

II.10.LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

La morosité de l'activité du secteur bâtiment et des travaux publics amorcée au 1^{er} et 2^{ème} trimestre s'est confirmée à fin septembre 2014. Ainsi, la production vendue du secteur est passée de 292,4 milliards de FCFA en 2013 à 250,2 milliards, soit une contraction de 14,4%.

La branche du bâtiment et génie civil est la plus affectée avec une baisse de 16%, soit 225,5 milliards de FCFA en 2014. Ce résultat est consécutif à la faiblesse du nombre de nouveaux chantiers d'envergure et aux difficultés de trésorerie des sociétés de BTP dues au retard de paiement enregistré sur certains marchés publics.

A l'inverse, le segment Eau, Electricité et Téléphone s'est amélioré durant la période sous-revue, en raison des travaux de déplacement des réseaux électriques et du remplacement des conduites d'eau sur la route nationale.

TABLEAU N 21 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES BTP

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Production (en millions de FCFA), dont :	292 407	250 166	-14,4%
Bâtiment et Génie civil	268 316	225 499	-16,0%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	24 091	24 667	2,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	36 200	37 000	2,2%
Effectifs (nombre d'agents)	6 032	5 840	-3,2%

Sources : Colas Gabon, Entraco, Sogafric Services, Sogacer, Seteg, Sericom, Acciona, Faco Construction, Socoba Edtpl, Bouygues Energies Services, Cgpr, Soco-Btp, Lbtpg, Sinohydro

La baisse d'activité s'est traduite par une diminution des effectifs de 3,2% à 5 840 agents permanents, pour une masse salariale de 37 milliards de FCFA.

II.11.LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.11.1- Le transport aérien

Le transport aérien affiche des résultats positifs au bout des neufs premiers mois de l'année 2014. En effet, les mouvements commerciaux des avions se confortent à 17 215 contre 15 659 à la même période en 2013, soit une hausse de 9,9%. Cette situation découle du dynamisme d'Afric Aviation sur le réseau domestique, combiné à l'arrivée de Tropical Air Gabon, d'Allied Air Limited, mais également du doublement des mouvements par Air Côte d'Ivoire.

Parallèlement, le nombre de passagers transportés par voie aérienne s'est raffermi à fin septembre 2014, pour se situer à 725 169, soit une augmentation de 6%, en raison de la vitalité des compagnies sur les réseaux national et international, notamment Afric Aviation, Tropical Air Gabon (TAG), Air France, Transair Congo, appuyé par Air Côte d'Ivoire.

Le volume du fret a également progressé de 9,5%, soit 15 379 tonnes de marchandises transportées au 30 septembre 2014. Cette performance s'est appuyée sur l'activité d'Air France et de Corex International.

TABLEAU N 22 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE EN POURCENTAGE

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Mouvements commerciaux des avions	15 659	17 215	9,9%
- Réseau domestique	7 333	8 867	20,9%
- Réseau international	8 326	8 348	0,3%
Passagers	684 340	725 169	6,0%
- Réseau domestique	207 294	225 230	8,7%
- Réseau international	400 678	432 415	7,9%
- Transit	76 368	67 524	-11,6%
Volume du fret (en tonnes)	14 045	15 379	9,5%
- Réseau domestique	1 206	1 344	11,4%
- Réseau international	12 839	14 035	9,3%

Source: ADL

II.11.2- Le transport ferroviaire

Au terme des 9 premiers mois de 2014, l'activité ferroviaire s'est dépréciée. En effet, le nombre de passagers transportés par rail a enregistré un repli de 11,2% pour s'établir à 164 476, suite aux incidents techniques survenus sur la voie ferrée.

De même, le volume global de marchandises acheminées par rail a régressé de 8%, soit 3,1 millions de tonnes, imputable à la baisse d'activité observée dans les mines et la cimenterie et ce, malgré la bonne tenue des produits forestiers (grumes) et des produits pétroliers.

En conséquence, le chiffre d'affaires a baissé de 2,6% pour s'établir à 32,8 milliards de FCFA à fin septembre 2014.

TABLEAU N 23 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE FERROVIAIRE

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Nombre de passagers	180 788	160 476	-11,2%
Volume global des marchandises (en T)	3 376 033	3 104 572	-8,0%
Grumes	231 752	262 386	13,2%
Bois débités	27 235	22 159	-18,6%
Manganèse	2 883 106	2 593 991	-10,0%
Clinker	15 284	7 070	-53,7%
Produits pétroliers	42 226	50 048	18,5%
Autres marchandises	176 430	168 918	-4,3%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	33 705	32 843	-2,6%

Source: Setrag

II.12 LES TELECOMMUNICATIONS

Pour les neufs premiers mois de l'année 2014, la branche des télécommunications a été marquée par des bonnes performances à la faveur des rendements de la téléphonie mobile et de l'internet. Ainsi, le nombre d'abonnés au GSM a progressé de 5,8%, soit 2,9 millions de clients, suite au lancement des produits à forte valeur ajoutée (3G et 4G), à l'enrichissement des offres et à l'animation commerciale dans tout le pays. Le parc internet (haut débit et mobile) reste également en croissance soutenue. En revanche, le parc Fixe enregistre une baisse de 0,4% du fait de la concurrence du Mobile.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires consolidé de la branche s'est apprécié de 4,7% pour atteindre un montant de 291,8 milliards de FCFA au 30 septembre 2014.

TABLEAU N 24 : EVOLUTION DES TELECOMMUNICATIONS

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	278,647	291,843	4,7%
Nombre d'abonnés au mobile (milliers)	2 774,6	2 935,3	5,8%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	19,2	19,1	-0,4%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM (milliers)	554,1	565,9	2,1%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit (milliers)	9,2	11,1	20,3%

Sources : Airtel Gabon, Moov Gabon, Gabon-Télécom et Azur Gabon

II.13 LE COMMERCE

II.12.1- Le commerce général structuré

Le commerce général structuré a enregistré une appréciation de 12,1% du chiffre d'affaires à fin septembre 2014, s'établissant à 277 milliards de FCFA. Cette performance s'explique par la bonne tenue des segments alimentation, habillement et cosmétique, en liaison avec l'élargissement de la gamme des articles offerts.

TABLEAU N 25 : EVOLUTION DU COMMERCE GENERAL STRUCTURE

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	247	277	12,1%

Source: Ceca-Gadis, SAN, Mbolo, Gabon meca, Nestlé-Gabon

II.12.2. Le commerce des véhicules neufs

- Les véhicules utilitaires

A fin septembre 2014, l'Union des Représentants des Automobiles Industriels (URAI) a enregistré une régression de 17,4% des ventes de véhicules utilitaires neufs, soit 3 569 unités contre 4 323 unités à la même période en 2013, en raison de l'annulation des commandes des principaux clients (Etat et sociétés privées), et un recours accru à la location des véhicules par les sociétés.

TABLEAU N 26 : EVOLUTION DES VEHICULES NEUFS

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Nombre de véhicules vendus	4 323	3 569	-17,4%

Source : URAI

- **Les véhicules industriels**

L'activité des ventes de véhicules industriels a connu un recul de 13,6%, soit 19 milliards de FCFA au 30 septembre 2014 contre 22 milliards de FCFA en 2013. Ce repli est imputable à la faiblesse des commandes des principaux clients (mines, BTP, bois).

TABLEAU N 27 : EVOLUTION DU COMMERCE DES VEHICULES INDUSTRIELS

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	22	19	-13,6%

Source : Tractafric Equipement

II.12.3 Le commerce des produits pétroliers

Le volume vendu des produits pétroliers a atteint 583 296 tonnes métriques au 30 septembre 2014, soit une hausse de 3,2% par rapport à la même période en 2013. Cette évolution s'explique par la bonne tenue du supercarburant liée à l'augmentation du parc automobile national, ainsi qu'au renforcement et à la réhabilitation des stations-services à travers le territoire.

TABLEAU N 28 : EVOLUTION DU COMMERCE DES PRODUITS PETROLIERS

(en tonnes métriques)	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Volumes vendus (en tonnes métriques)	565 135	583 296	3,2%
<i>dont Gasoil</i>	<i>414 233</i>	<i>428 838</i>	<i>3,5%</i>
<i>Supercarburant</i>	<i>54 857</i>	<i>60 718</i>	<i>10,7%</i>
<i>Kérosène</i>	<i>40 119</i>	<i>37 327</i>	<i>-7,0%</i>

Sources: Total Marketing, Petro Gabon, Oilybia, Engen, SGEPP

II.12.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a enregistré une hausse de 10% au terme des neuf premiers mois de 2014. Ceci s'est traduit par un chiffre d'affaires de 44 milliards de FCFA contre 40 milliards de FCFA à la même période en 2013. Cette hausse découle de la vigueur de la demande en médicaments, en liaison avec l'amélioration du taux de couverture de la CNAMGS.

TABLEAU N 29 : EVOLUTION DU COMMERCE DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires(en milliards de FCFA)	40	44	10,0%

Pharmagabon, Ubipharmagabon

II.14. LES SERVICES

II.14.1- Les services rendus aux entreprises

L'activité de la branche des services rendus aux entreprises est marquée par une régression de 15,1% du chiffre d'affaires, soit un montant de 32,2 milliards de FCFA, en raison de la contraction de la demande de la clientèle.

TABLEAU N 29 : ACTIVITE DES SERVICES RENDUS AUX ENTREPRISES

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	37 897	32 179	-15,1%

Sources : Price Water House Coopers, Price Water House Coopers Tax & legal, Bureau Veritas Gabon, G.B.M, SOVOG, Déloitte & Touche, ERNST & Young, SGS, Gesparc Gie, CFAO Technologies, Gabon Propre Service.

II.14.2- Les services rendus aux particuliers

Au terme des neuf premiers mois de 2014, l'activité des services rendus aux particuliers a augmenté de 9,1%, suite au renforcement des cagnottes des maisons de jeux et loisirs et à la vitalité de la demande adressée aux cabinets médicaux dans un contexte de grève du personnel des structures hospitalières publiques.

TABLEAU N 30 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES SERVICES AUX PARTICULIERS

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	25 051	27 322	9,1%

Sources : PMUG, SGJI, SGCL, Gabon Contacts, Franstel Service Plus, Casep-Ga, Gabo-Sep, Médical Optique, SOGEHO.

II.14.3- Les services immobiliers

Le chiffre d'affaires des services immobiliers s'élève à 10,6 milliards de FCFA à fin septembre 2014 contre 12 milliards de FCFA la période précédente, soit un repli de 11,7%, expliqué par la compression des transactions locatives.

TABLEAU N 31 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES SERVICES IMMOBILIERS

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	12 009	10 609	-11,7%

Sources : SNI, Agence immobilière Alliance, Agence Immobilière de Libreville, AICI, Agences N°1.

II.14.4- Les services de réparation mécanique

Les activités des services de mécanique générale régressent de 24,9% au cours des neuf premiers mois de l'année 2014. Cette situation découle du ralentissement des achats de pièces détachées, exacerbé par la concurrence soutenue des vendeurs informels.

TABLEAU N 32 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES SERVICES DE MECANIQUE GENERALE

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	9 237	6 940	-24,9%

Source: GSA, ECIG, BIG

II.15. L'HOTELLERIE - LA RESTAURATION - LE TOURISME

L'activité hôtelière s'est redressée au cours des neuf premiers mois de 2014. Ainsi, l'amélioration des flux touristiques au troisième trimestre s'est traduite par le relèvement du nombre de clients ayant séjourné dans les hôtels de classe international de 7,4%. Cependant, le taux d'occupation des chambres a perdu 6,26 points, du fait de l'occupation sous forme de package par des groupes et par le poids de la demande des suites.

TABLEAU N 33 : EVOLUTION DE L'ACTIVITE HOTELLERIE

	Neuf premiers mois		
	2013	2014	Var 14/13
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	46 449	48 506	4,4%
Chambres occupées (en nombre)	93 011	99 911	7,4%
Taux d'occupation (en %)	70,77	64,51	-6,26 pts
Prix Moyen/chambre (FCFA)	143 555	163 903	14,2%

Sources : Rê-ndama, Okoumé palace, Mandji, Sodexo, MDO services, GSS Gabon

Ainsi, le chiffre d'affaires a progressé de 4,4 % pour se situer à 48,5 milliards de FCFA, conforté par la hausse des tarifs moyens des chambres et l'expansion des activités de la restauration collective.

II. 16 LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

Le système bancaire gabonais a compté dix (10) banques en activité au 30 septembre 2014.

II.16-1 La situation du bilan

A la fin du troisième trimestre 2014, le total agrégé du bilan des banques s'est fixé à 2416 milliards de FCFA, en régression de 1,1% en variation annuelle. Cette baisse s'explique principalement par la diminution du volume des dépôts.

II.16-2 Les opérations avec la clientèle

Les ressources à vue (comptes à vue et comptes d'épargne sur livrets) ont augmentés de 1,9% par rapport à septembre 2013. Elles se sont chiffrées à 1324 milliards de FCFA, et représentent 62,9% de l'ensemble des dépôts collectés. Ce relèvement est essentiellement dû à l'amélioration du taux de bancarisation consécutive à la mesure gouvernementale visant à domicilier le traitement des agents publics auprès des établissements bancaires.

Les ressources à terme (comptes à terme et comptes à régime spécial) collectées auprès de la clientèle se sont établies à 687 milliards de FCFA, et représentent 32,7% du total des dépôts. Elles ont baissé de 8,2% par rapport à leur niveau atteint l'année précédente à la même période. La diminution constatée de ces ressources est consécutive à la tendance baissière des dépôts des principales entreprises auprès du secteur bancaire, observées depuis le début d'année.

TABLEAU N 34 : EVOLUTION DES RESSOURCES PAR TYPE DE COMPTES

Types de comptes (en millions de Fcfa)	30/09/2013	30/09/2014	2014/2013
Comptes à vue	1299493	1324449	1,9%
Compte à terme	729419	668047	-8,4%
Comptes de dépôts à régime spécial	18954	19068	0,6%
Autres comptes	74412	83505	12,2%
Dettes rattachées	8610	8967	4,1%
TOTAL DES DEPOTS	2130888	2104036	-1,3%

Sources : COBAC, Banques

Les dépôts des entreprises publiques se sont contractés de 7,8% pour s'établir à 52 milliards de FCFA en septembre 2014, en raison des difficultés de trésorerie de ces dernières. Elles ont ainsi dû puiser dans leurs réserves pour maintenir leur activité. Par contre, les dépôts publics ont progressé de 20,8% à 289 milliards de FCFA.

Les dépôts du secteur privé non financier ont représenté 77,3% du total des dépôts au 30 septembre 2014 contre 80,3% douze mois plus tôt. Ils sont en léger repli de 0,3% et se sont chiffrés à 1626 milliards de FCFA en septembre 2014.

TABLEAU N 35 : EVOLUTION DES DEPOTS PAR TYPE DE DEPOSANTS

Dépôts de la clientèle (en millions de fcfa)	30/09/2013	30/09/2014	2014/2013
Dépôts publics	238 925	288 534	20,8%
Dépôts des entreprises publiques	56 496	52 066	-7,8%
Dépôts privés	1 711 076	1 626 025	-5,0%
dépôts des non résidents	41 368	44 941	8,6%
dépôts non ventilés	83 022	92 472	11,4%
TOTAL DES DEPOTS	2 130 888	2 104 036	-1,3%

Source : COBAC, Banques

II.16-3 Les crédits distribués

Au 30 septembre 2014, les crédits bruts distribués ont été de 1737 milliards de FCFA. Ils sont en progression de 7,1% en comparaison avec leur niveau de septembre 2013.

Les crédits à l'Etat ont atteint 314 milliards de FCFA, en hausse de 9,0% par rapport à septembre 2013. Cette hausse est consécutive au besoin de finalisation par l'Etat des projets d'investissement en cours d'exécution. Cependant, la position nette de l'Etat vis-à-vis du secteur bancaire s'est améliorée en raison des réserves constituées par l'Etat auprès du système bancaire.

Les crédits aux entreprises publiques ont progressé de 43,5% à 117 milliards de FCFA sur la période sous revue. Le regain d'activité des entreprises publiques a nécessité un recours plus important au crédit bancaire.

Dans le même sillage, les crédits au secteur privé se sont élevés à 1250 milliards de FCFA. Ils sont en hausse de 6,6% par rapport à leur niveau de septembre 2013. Au cours de la période sous revue, les banques ont davantage accompagné le secteur réel dans l'animation de l'activité économique, notamment les secteurs pétrole et bois.

TABLEAU N 35 : EVOLUTION DES CREDITS BRUTS PAR TYPE DE BENEFICIAIRES

Crédits distribués	30/09/2013	30/09/2014	2014/2013
Crédits à l'Etat	288 229	314 083	9,0%
crédits aux entreprises publiques	81 284	116 619	43,5%
Crédits au secteur privé	1 172 880	1 250 008	6,6%
Crédits au non résidents	47 354	41 273	-12,8%
Autres créances	31 829	14 604	-54,1%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 621 569	1 736 583	7,1%

Source : COBAC, Banques

II. 17 LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

Au 30 septembre 2014, le secteur financier compte trois (03) établissements financiers. Les principales activités développées se résument au crédit-bail, au crédit automobile et au crédit d'équipement pour les ménages et les petites et moyennes entreprises.

Globalement, les établissements financiers ont enregistré un renforcement du volume des ressources de 8% et des emplois de 5,6% sur la période sous revue.

II.17-1 L'évolution des ressources propres

Au 31 septembre 2014, les ressources sont à 83,8 milliards de FCFA contre 77,6 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente, soit une augmentation de 8% liée à l'accroissement des ressources d'emprunt de 8,1%.

Les capitaux propres se sont stabilisés à 20,3 milliards de FCFA contre 20,4 milliards de FCFA un an plus tôt à la même période. A l'inverse, les emprunts bancaires ont augmenté de 8,1%, soit 81,7 milliards de FCFA en septembre 2014 contre 75,5 milliards de FCFA à la même période en 2013.

TABLEAU N 36 : EVOLUTION DES RESSOURCES

En milliards de FCFA	2013	2014	Var 14/13
Capitaux propres	20,4	20,3	-0,06%
Dettes bancaires	75,5	81,7	8,1%
TOTAL	77,6	83,8	8%

Source : Etablissements financiers

En effet, pour répondre aux sollicitations de la demande de financement émanant notamment des agents publics, les établissements financiers ont eu recours au refinancement auprès du secteur bancaire.

II.17-2 L'évolution des emplois

Les emplois s'améliorent de 5,5% et s'établissent à 151,5 milliards de FCFA. Cette dynamique est tirée par les opérations de crédit-bail et les crédits à court terme. L'encours du crédit-bail et du crédit de court terme représentent 66,5% de l'ensemble des crédits distribués sur la période d'analyse.

En effet, les opérations de crédits à court terme se sont raffermies de 8,4% atteignant 3 milliards de FCFA en septembre 2014 contre 2,7 milliards FCFA en septembre 2013. L'allègement des conditions d'accès au crédit pratiqués par les établissements financiers a drainé un afflux plus important d'agents économiques à revenus moyens.

TABEAU N 37 : EVOLUTION DES EMPLOIS

En milliards de FCFA	2013	2014	Var 14/13
Opération de crédit-bail	87,8	97,7	11,3%
Crédit à court terme	2,7	3,0	8,3%
Crédit à moyen-terme	52,9	50,7	-4,2%
TOTAL	143,5	151,5	5,5%

Source : Etablissements financiers

Les crédits à moyen terme ont par contre reculé de 4,18%, pour s'établir à 50,7 milliards de FCFA en septembre 2014 contre 52,9 milliards de FCFA en septembre 2013. Les retards observés dans le remboursement des dettes des petites entreprises ont occasionné un repli du volume de crédit de cette nature.

II.17.3 Les titres

Les titres de participations sont restés inchangés à la même période depuis près de trois ans, soit 310 millions de FCFA à la même période.

II.18 LE SECTEUR ASSURANCE

Les émissions globales du secteur se sont élevées à 61,2 milliards de FCFA au troisième trimestre 2014 contre 57,2 milliards à la même période en 2013, soit une hausse de 7,1%, induite par une embellie de l'activité de la branche Non Vie.

II.18.1.La Branche Non Vie

Elle couvre les opérations des segments Transports (maritime, aérien et autres transports), Incendie, Automobile, Responsabilité civile, Dommages aux biens, Accident individuel, Maladie, Assistance et Risques divers.

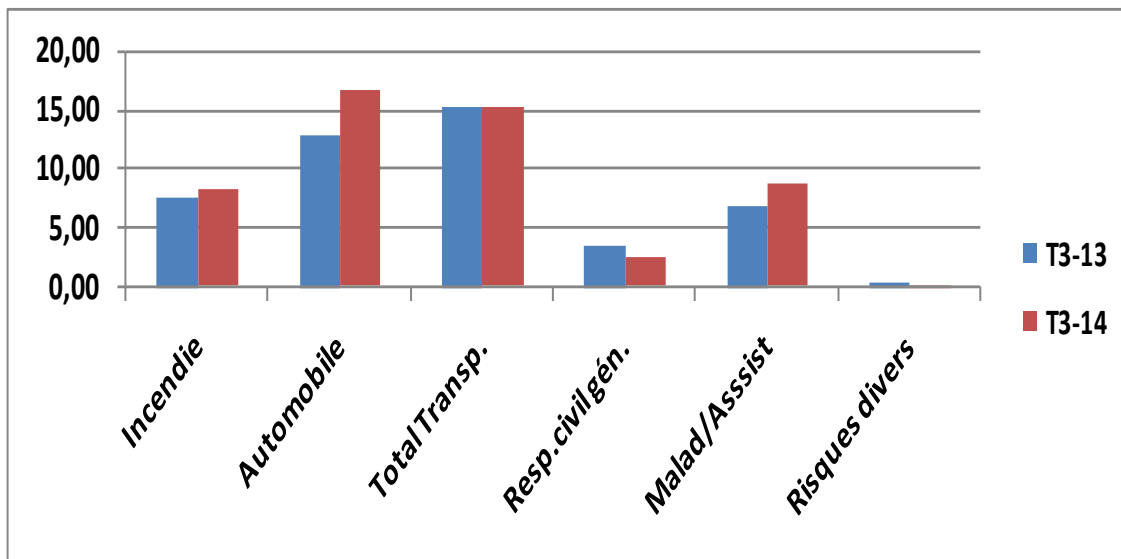
Les primes d'assurance non Vie qui représentent 83% du chiffre d'affaires des compagnies d'assurance ont atteint 50,8 milliards de FCFA au troisième trimestre 2014 contre 46,5 milliards à la même période une année plutôt. Ceci représente une augmentation de 9,2%, qui résulte de la souscription des nouveaux contrats Maladie (+33,8%), Automobile (+27,9%) et Incendie (+7,9%).

Les primes collectées dans le segment Maladie/Assistance se sont affichées à 8,7 milliards de FCFA au troisième trimestre 2014 après 6,5 milliards à la même période en 2013, soit un relèvement de 33,8%, confortées par l'amélioration des contrats liés aux actes médicaux.

Dans le même temps, le segment Automobile a atteint 16,5 milliards de FCFA, en hausse de 28%, marqué par l'augmentation du nombre d'automobiles en circulation et le renforcement des contrôles routiers.

Enfin, le segment Incendie a progressé de 7,9%, avec une collecte de 8,2 milliards de FCFA au troisième trimestre 2014 comparativement à 7,6 milliards de FCFA au troisième trimestre 2013.

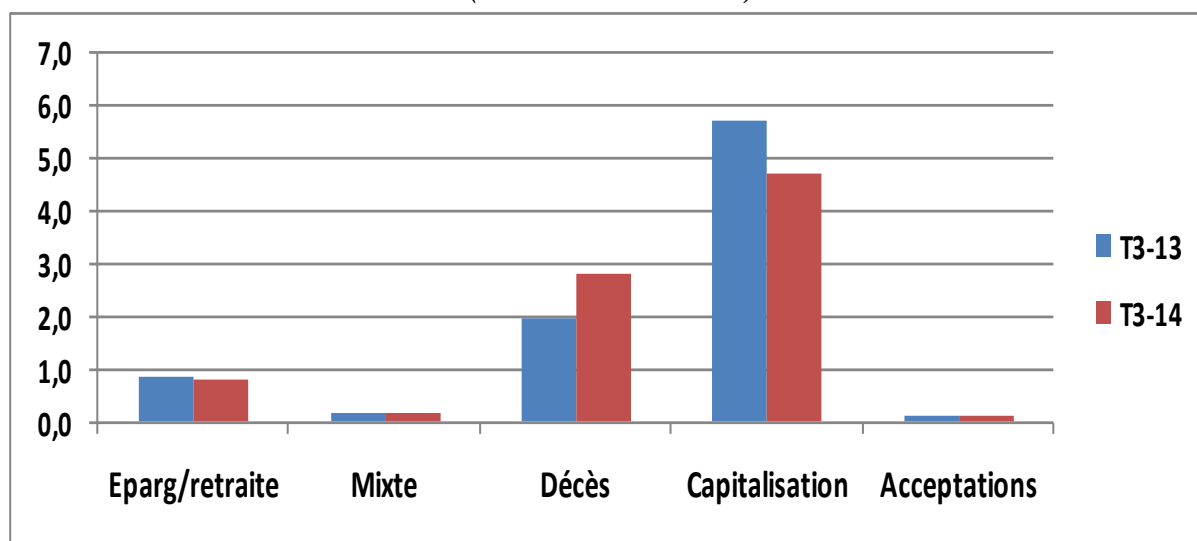
Evolution du Chiffre d'affaires de la branche Non Vie aux 3^{ème} Trimestres 2013 et 2014
(en milliards de FCFA)



II.18.2. La Branche Vie

Elle regroupe les segments Epargne/retraite, Mixte, Décès, Acceptations et Capitalisation. A l'exception du produit Décès dont le chiffre d'affaires s'est consolidé de 40% à 2,8 milliards FCFA. Les autres produits d'assurance-vie ont enregistré un tassement de leur activité de 2,8% à 10,4 milliards de FCFA par rapport à la même période en 2013. Cette contre-performance est liée à la baisse des opérations sur produits Capitalisation (-84,2% à 4,8 milliards de FCFA) et de l'Epargne/retraite (800 millions de FCFA contre 1 milliard).

Evolution du Chiffre d'affaires de la branche Vie aux 3^{ème} Trimestres 2013 et 2014
(en milliards de FCFA)



II.18.3. Les Sinistres réglés

Au titre des indemnités de sinistres, les entreprises d'assurances ont distribué un montant global de 13,7 milliards de FCFA au troisième trimestre 2014, après 13,2 milliards à la même période en 2013, soit une hausse de 4%.

Pour la branche Non vie, le coût du paiement des sinistres se renchérit de 5% pour s'établir à 11,2 milliards de FCFA, contre 10,5 milliards un an plus tôt à la même période.

Au niveau de la branche Vie, la valeur des sinistres payés a atteint 3,2 milliards de FCFA au troisième trimestre 2014, après 2,1 milliards au troisième trimestre 2013, soit un accroissement de 52%.

TABLEAU N 38 : TABLEAU RECAPITULATIF DE L'ACTIVITE DES COMPAGNIES D'ASSURANCE

en milliards de FCFA	Chiffre d'affaires		Variation	Répartition du C.A. par branche (%)	Sinistres réglés		Variation
	T3-13	T3-14	%	T3-14	T3-13	T3-14	%
Non Vie	46,5	50,8	9,2	83	11,2	10,5	-6,2
Vie	10,7	10,4	-2,8	17	2,1	3,2	52,4
Total Général	57,2	61,2	7,0	100	13,2	13,7	3,8

Source : les compagnies d'assurance

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES AU TROISIEME TRIMESTRE 2014

Au troisième trimestre 2014, l'ensemble des indicateurs macroéconomiques analysés ci-dessous, ont enregistré des contreperformances. L'indice des prix à la consommation a progressé de 4,3%, le niveau de l'emploi public est en baisse de 4,4%. La masse salariale du secteur public s'est contractée de 0,1%. Le solde de la balance commerciale, bien qu'excédentaire, s'est dégradé de 10,1%. S'agissant des finances publiques, les recettes ont baissé de 10%, ce qui s'est traduit par un ajustement de 18% des dépenses globales. Par conséquent, le solde primaire est resté excédentaire. La masse monétaire (M2), quant à elle, s'est contractée de 2,7% et les crédits intérieurs ont baissé de 9% au troisième semestre 2014.

III.1- LES PRIX A LA CONSOMMATION

L'indice harmonisé des prix à la consommation enregistre une hausse de 4,3% au troisième trimestre 2014 contre -0,7% sur la même période de l'année précédente. Cette augmentation des prix, s'explique par le relèvement des prix de certains produits non alimentaires, alimentaires et boisson non alcoolisées.

Concernant les produits non alimentaires, la hausse a été tirée, essentiellement, par la progression des prix des postes « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison » (+12,6%), « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+8,5%), « articles d'habillement et chaussures » (+10,7%) et « transport » (+5,0%).

Les principales hausses des prix des produits alimentaires ont concerné les poissons et fruits de mer (+7,0%), les viandes (+5,8%) et lait, fromages et œufs (+4,4). Ces hausses ont été atténuées par un recul des prix des « huiles et graisses » (-6,1%), et des « légumes et tubercules » (-3,4%). Cette tendance des prix des produits alimentaires contraste aussi avec l'évolution à la baisse des cours de ces produits au niveau mondial (en particulier les céréales et sucre).

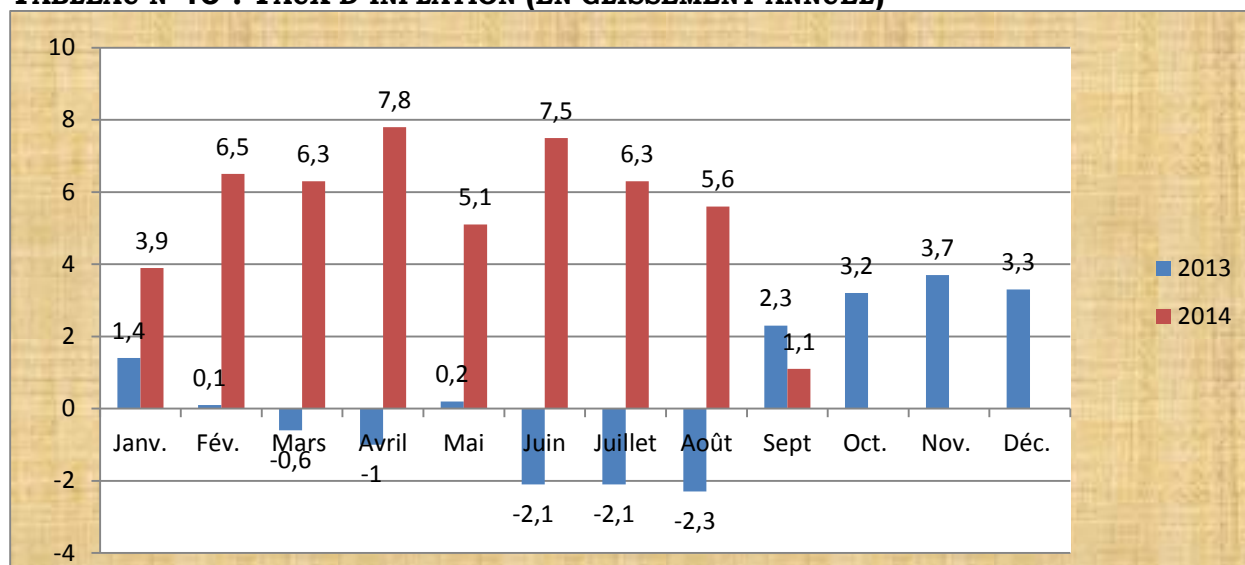
TABEAU N 39 : EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Regroupements	Pond	juillet-Septembre				Glissement (%)
		2013	2014	Moyenne (%)		
				2013	2014	
INDICE GLOBAL	10000	121.9	127.2	-0.7	4.3	1.1
Produits alimentaires et boissons non alcool..	3291.0	133.0	135.2	-2.5	1.7	-0.5
Pains et céréales	673.0	125.3	126.0	3.3	0.6	-2.7
Viandes	720.0	123.8	131.0	-8.5	5.8	4.0
Poissons et fruits de mer	446.0	162.2	173.6	-10.2	7.0	7.8
Lait, fromage et œufs	243.0	118.7	123.9	1.0	4.4	3.5
Huiles et graisses	183.0	132.7	124.7	-3.7	-6.1	-9.3
Légumes et tubercules	534.0	150.9	145.8	4.3	-3.4	-7.0
Boissons alcoolisées et tabac	185.0	117.1	117.0	0.7	-0.1	-0.1
Articles d'habillement et chaussures	794.0	105.9	117.2	2.3	10.7	18.4
Logement, eau, gaz, électricité....	2053.0	129.6	140.6	1.2	8.5	-0.6
Meubles, articles de ménages, entretien...	561.0	105.3	118.6	3.1	12.6	8.6
Santé	357.0	122.3	121.4	1.0	-0.7	-9.0
Transports	990.0	120.8	126.9	-1.7	5.0	0.2
Communications	355.0	99.1	95.8	-12.0	-3.4	7.4
Loisirs et cultures	503.0	103.3	102.0	3.3	-1.3	-0.5
Enseignement	170.0	105.9	103.9	10.2	-1.9	-7.9
Restaurants et hôtels	466.0	119.0	123.9	-2.3	4.1	0.6
Biens et services divers	275.0	97.8	99.5	0.3	1.7	0.9

Sources: DGSEE

Contrairement à l'évolution de l'indice global, les secteurs « communications », « enseignement » et « loisirs et cultures » ont enregistré des évolutions négatives avec des taux de croissance respectifs de (-3,4%), (-1,9%) et (-1,3%).

TABLEAU N 40 : TAUX D'INFLATION (EN GLISSEMENT ANNUEL)



Source : DGSEE

En glissement annuel, les prix se sont établis à (+1,1%) contre (+2,3%) en Septembre 2013. Cette valeur est en baisse par rapport au mois de juillet (+6,3%) et août (+5,6%). En l'absence de nouvelles mesures anti inflationnistes, l'indicateur du taux d'inflation pourrait se situer à plus de 4% en fin d'année, au-dessus de la norme communautaire de convergence multilatérale en zone CEMAC ($\leq 3\%$).

III.2 L'EMPLOI

Au troisième trimestre 2014, les effectifs de l'Administration publique ont reculé de 4,4% à 101 606 contre 106 073 agents la même période en 2013. Cette variation s'explique principalement par le recul des effectifs de la main d'œuvre non permanente (-33,9%), essentiellement ceux de l'intérieur du pays (-58,8%), nonobstant la hausse du personnel de la MONP à Libreville.

En revanche, la Fonction Publique et les collectivités locales ont connu une quasi-stabilité de leurs effectifs en raison du gel des embauches.

La baisse de 58,8% des effectifs de la MONP à l'intérieur du pays, résulte en partie de l'opération de bancarisation des agents publics. En effet, cette mesure a permis au Gouvernement de détecter les agents fictifs de la MONP.

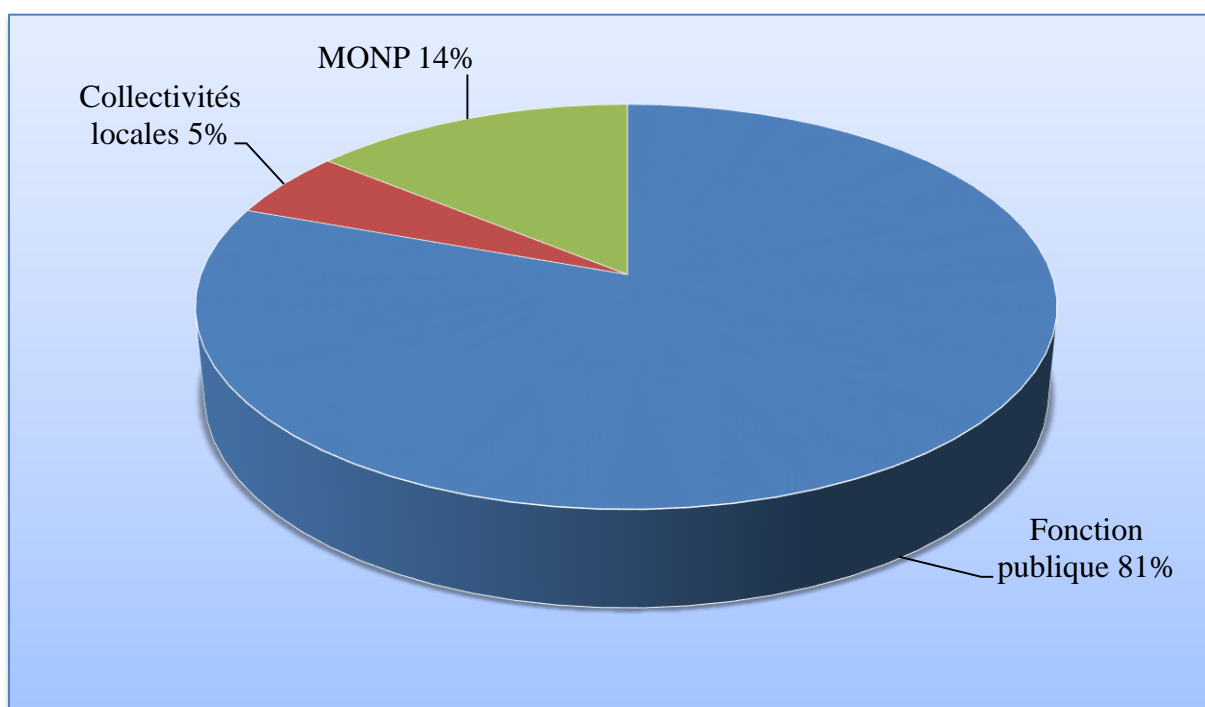
TABEAU N 40 : EVOLUTION DE L'EMPLOI PUBLIC

Effectifs du public	Sept-13	Sept-14	2014/2013
Fonction publique	81 617	81 853	0,3%
Collectivités locales	5 443	5453	0,2%
MONP	19 013	14 300	-33,9%
Libreville	5 282	5 651	6,5%
Intérieur	13 731	8649	-58,8%
Total	106 073	101 606	-4,4%

Sources: DGB, DGEPF

III.2.1. La répartition de l'emploi public à fin septembre 2014

L'emploi public comprend les employés de la Fonction Publique, les agents de la main d'œuvre non permanente et ceux des collectivités locales. A fin septembre 2014, les agents de la fonction publique représentent 81% des effectifs de l'emploi dans le secteur public, la main d'œuvre non permanente 14% et les collectivités locales 5%.



Source : DGB

III.2.2. La variation des effectifs par département

En septembre 2014, les effectifs de la Fonction Publique ont faiblement augmenté (+ 0,3%) et se situent à 81 853. Cette légère hausse s'explique par la volonté du Gouvernement de relever légèrement l'emploi dans l'Administration publique à travers certains recrutements, notamment au niveau de l'Administration Sociale (3,1%) suivi de l'Administration des Pouvoirs Public (1,3%).

En revanche, on note, à la fin du troisième trimestre, la baisse des effectifs dans certains départements ministériels notamment au sein des Administrations Economiques (-3,3%) et de l'Administration de l'Education (-1,4%).

TABLEAU N 41 : L'EVOLUTION DES EFFECTIFS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE PAR DEPARTEMENT

Départements	Sept-13	Sept-14	variation
POUVOIR PUBLIC	24 619	24 948	1,3%
ADM. CENTRALE	11 206	11 302	0,8%
ADM. ECONOMIQUE	7 070	6 839	-3,3%
ADM. DEVELOPPEMENT	3 991	4 010	0,5%
ADM. DES TRANSPORTS	1 297	1 306	0,7%
ADM. DE L'EDUCATION	22 244	21 937	-1,4%
ADM. SOCIALE	11 063	11 413	3,1%
AUTRES	127	48	-62,2%
TOTAL	81 617	81 853	0,3%

Source: DGB, DGEPEF

III.3 LES SALAIRES

Au cours des neuf premiers mois de l'année 2014, la masse salariale de la Fonction Publique a baissé de 0,1% à 415,0 milliards de FCFA. Cette légère diminution est expliquée à la fois par le repli des rémunérations des postes : main d'œuvre non permanente (-17,6%) et collectivités locales (-1,8%).

En revanche, la solde permanente augmente de 1,2% passant de 369,7 milliards de FCFA à 374,3 milliards de FCFA à fin septembre 2014.

Au cours de la période indiquée, les traitements et salaires versés aux agents de l'Etat ont progressé de 1,2% à 374,3 milliards de FCFA, sous l'effet conjugué des recrutements dans les secteurs prioritaires (Education Nationale, Santé, Forces de défense et de sécurité) et de la prise en compte des glissements catégoriels issus des régularisations des situations administratives des agents civils de l'Etat.

Cependant, la masse salariale de la Main d'œuvre Non Permanente (MONP) et celle des collectivités locales ont régressé respectivement de 17,6% et 1,8% pour s'établir à 22,7 milliards et 17 8 milliards de FCFA sur la période indiquée. Cette variation s'explique par les efforts de mise à jour du fichier solde (les contrôles d'indemnités de fonction, allocations familiales, etc.) et la mise à la retraite des agents des deux catégories.

TABLEAU N 42 : EVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE EN SEPTEMBRE 2014

En milliards de FCFA	Sept-13	Sept-14	variation 14/13
Fonction publique	415,597	415 003	-0,1%
Solde permanente	369,7	374,3	1,2%
MONP	27,6	22,7	-17,6%
Collectivités locales	18,1	17,8	-1,8%

Sources: DGB, DGST

III.4 LE COMMERCE EXTERIEUR

Au terme des neuf (9) premiers mois de l'année 2014, la structure des échanges du Gabon avec le reste du monde est demeurée identique à celle de 2013. Ainsi, les exportations gabonaises, sont structurellement dominées par les matières premières (dont 85,5% des ventes pour le pétrole), tandis que les importations sont surtout constituées de biens d'équipements et de biens intermédiaires.

Du fait de la tendance baissière de la production pétrolière, les exportations ont reculé de 6,8%. Dans le même temps, les importations ont diminué de 1,2%.

Ainsi, à fin septembre 2014, le commerce extérieur a été caractérisé à la fois par une dégradation du solde commercial de 10,1% (à 2041,3 milliards de FCFA, soit 27,3% du PIB) et une baisse du taux de couverture de 15,3 points par rapport à 2013, à la même période.

TABLEAU N 43 : SOLDE COMMERCIAL (EN MILLIARDS DE FCFA)

	AU 30 SEPTEMBRE					Var 14/13
	2010	2011	2012	2013	2014	
Exportations totales	2832,5	3054,6	3780,6	3604,3	3359,3	-6,8%
Importations totales	1096,6	1139,2	1276,2	1334,0	1318,0	-1,2%
Solde commercial	1735,9	1915,4	2504,4	2270,3	2041,3	-10,1%
Taux de couverture	258,3%	268,1%	296,2%	270,2%	254,9%	

Source : Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI).

III.4.1 L'évolution des exportations en valeur

Les exportations en valeur cumulées à fin septembre 2014 ont baissé de 6,8%, s'établissant à 3359,3 milliards contre 3604,3 milliards de FCFA une année plus tôt. Cette évolution résulte du repli des ventes de deux catégories de produits : d'une part, les ressources minérales (en l'occurrence le pétrole, en baisse de 235 milliards de FCFA) et, d'autre part, des biens de consommation intermédiaire destinés aux entreprises de navigation maritime (-107,7 milliards de FCFA).

L'augmentation des ventes des produits dérivés du pétrole (+57,3%) et du bois transformé (+22,6%) n'a pas suffi pour compenser le net recul de la valeur des exportations.

TABLEAU N 44 : EXPORTATIONS EN VALEUR A FIN SEPTEMBRE

(en milliards de FCFA)	2 010	2011	2012	2013	2014	Var 14/13	Poids 2014
Pétrole	2445,8	2621,1	3299,5	3099,4	2864,4	-7,6%	85,3%
Manganèse	85,0	84,7	76,2	92,1	88,5	-3,9%	2,6%
Grumes	69,5	0,0	0,0	0,0	0,0	--	
Bois ouvrés	90,8	129,0	123,4	116,7	143,0	+22,5%	4,3%
Or			9,8	17	8,6	-49,5%	0,3%
Caoutchoucs naturels	15,4	28,2	24,6	25,2	13,4	-46,8%	0,4%
Ciments	0,463	1,1	0,870	2,6	1,9	-26,9%	0,1%
Produit de l'industrie agro. Alimentaires	26,0	36,7	33,3	29,8	15,0	-49,7%	0,4%
Produits dérivés du pétrole	79,5	144,7	132,0	106,4	167,4	+57,3%	5,0%
Autres	20,0	9,1	80,9	115,1	58,9	-48,8%	1,8%
TOTAL	2832,5	3054,6	3780,6	3604,3	3359,3	-6,8%	100%

Source : DGDDI

III.4.2. L'évolution des importations en valeur

La valeur des importations a diminué de 1,2% sur la période de référence, passant de 1334 milliards de FCFA à 1318 milliards de FCFA. Cette évolution résulte de la baisse des commandes de biens d'équipements (-13,6%, correspondant à un montant de 82,9 milliards de FCFA), et des achats de biens de consommation finale (-5%, soit 18,7 milliards de FCFA).

TABEAU N 45 : IMPORTATIONS EN VALEUR A FIN SEPTEMBRE

Libellé	2010	2011	2012	2013	2014	Var 14/13
Biens de consommation finale	262,7	297,2	317,5	373,8	355,1	-5,0%
Biens d'équipement	486,2	479,7	566,3	609,1	526,2	-13,6%
Biens de consommation intermédiaire	347,7	362,3	392,4	351,1	436,7	+24,4%
Importations totales	1096,6	1139,2	1276,2	1334,0	1318,0	-1,2%

Sources : D.G.D.D.I. et DGEPF

- La baisse des importations de biens d'équipements s'explique par la réduction des achats d'appareils mécaniques (-16,1%) et électriques (-6,7%).
- L'évolution de la demande de biens de consommation finale est liée en grande partie à la baisse des commandes de produits alimentaires, dont la valeur a fléchi de 4,5%.
- Quant aux commandes de produits de consommation intermédiaire, elles ont quasiment quadruplé au cours de la période, passant de 30,6 milliards à 108 milliards de FCFA, du fait des relèvements des importations de ressources destinées à la production d'énergie.

III.4.3. Le partenariat économique à fin septembre 2014

Sur la base des échanges enregistrés à fin septembre 2014, la Chine est le premier partenaire commercial du Gabon à fin septembre 2014.

En effet, au 30 septembre 2014, la Chine a participé aux échanges avec le Gabon pour un montant de 552,5 milliards de FCFA, gagnant ainsi quatre places par rapport à 2013.

Dans ce classement, la Chine est suivie par Trinidad et Tobago (420,4 milliards de FCFA contre 342,3 milliards en 2013), la France (412,4 milliards de FCFA contre 582 milliards en 2013) et les Etats-Unis (374,1 milliards contre 399,7 milliards de FCFA en 2013).

III.4.3.1. Les principaux fournisseurs

Par pays

Au terme des neuf (9) premiers mois de l'année 2014, les dix (10) premiers fournisseurs du Gabon ont vendu pour un montant global de 958,2 milliards de FCFA, équivalant à 72,7% des importations totales du pays.

La France demeure le premier fournisseur du Gabon. Ses produits ont représenté 26% des importations totales du Gabon (contre 30,2% en 2013), suivie de la Belgique et de la Chine

(classées 2nd et 3ème). En effet, les importations gabonaises en provenance de ces deux (2) pays ont représenté 15,7% et 9,6%, respectivement.

TABLEAU N 46 : EVOLUTION DES ACHATS GABONAIS PAR PAYS A FIN SEPTEMBRE

En milliards de FCFA	Valeurs			Poids			Var 13/14
	2012	2013	2014	2012	2013	2014	
France	462,4	402,2	342,4	36,2%	30,2%	26,0%	-14,9%
Belgique	174,6	224,9	207,0	13,7%	16,9%	15,7%	-8,0%
Chine	97,9	123,5	126,6	7,7%	9,3%	9,6%	2,5%
Etats Unis	86,1	79,8	72,7	6,8%	6,0%	5,5%	-8,9%
Togo	2,7	2,7	52,3	0,2%	0,2%	4,0%	-
Italie	48,8	39,1	41,9	3,8%	2,9%	3,2%	7,1%
Pays Bas	31,2	29,2	32,3	2,4%	2,2%	2,4%	10,6%
Espagne	19,4	22,5	29,9	1,5%	1,7%	2,3%	33,2%
Afrique du Sud	25,1	29,0	26,9	2,0%	2,2%	2,0%	-7,4%
Grande Bretagne	34,4	24,5	26,3	2,7%	1,8%	2,0%	7,3%
Total 10 premiers fournisseurs	982,6	977,4	958,2	77,0%	73,3%	72,7%	-2,0%
Autres	293,6	356,6	359,8	23,0%	26,7%	27,3%	0,9%
Total Import	1 276,2	1 334,0	1 318,0	100%	100%	100%	-1,2%

Source: Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects

Par continent

Avec 57,3% des parts, le continent Européen demeure le principal fournisseur du Gabon, mais perd 6,3 points par rapport à fin septembre 2013. Il est suivi par l'Asie (19,6%), l'Afrique avec 13,9% des parts et l'Amérique (9,1%).

A fin septembre 2014, les importations en provenance du continent africain se sont élevées à 181,7 milliards de FCFA, soit une hausse de 73,4%. Cette évolution s'explique essentiellement par une forte progression des commandes de produits dérivés du pétrole (+67,9 milliards de FCFA), et des produits de consommation alimentaire et non alimentaire, respectivement, de 28 milliards de FCFA et 19,1 milliards de FCFA.

TABLEAU N 47 : ÉVOLUTION DES ACHATS PAR CONTINENT A FIN SEPTEMBRE

En milliards de FCFA	Valeurs			Poids			Var 13/14
	2012	2013	2014	2012	2013	2014	
AFRIQUE	104,9	104,8	181,7	8,2%	7,9%	13,8%	73,4%
<i>dont CEMAC</i>	42,2	28,7	30,3	3,3%	2,1%	2,3%	5,6%
AMERIQUE	122,0	124,8	120,5	9,6%	9,4%	9,1%	-3,5%
ASIE	223,3	254,5	257,8	17,5%	19,1%	19,6%	1,3%
EUROPE	824,3	848,0	755,0	64,6%	63,6%	57,3%	-11,0%
<i>dont UE</i>	804,8	803,6	727,4	63,1%	60,2%	55,2%	-9,5%
OCEANIE	1,8	2,0	3,0	0,1%	0,2%	0,2%	51,8%
Total Import	1 276,2	1 334,0	1 318,0	100,0%	100,0%	100,0%	-1,2%

Source: Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects

III.4.2. Les principaux clients

Par pays

Les 10 principaux clients du Gabon ont importé pour 2 668,8 milliards de FCFA de marchandises, soit 79,4% des exportations totales.

La Chine, avec 12,7% de parts, est devenue le premier client du Gabon à fin septembre 2014. Les ventes à destination de ce pays se sont élevées à 425,9 milliards contre 242,1 milliards de FCFA en 2013. Celles-ci sont composées essentiellement de produits pétroliers, de bois sciés et de manganèse.

Trinidad et Tobago (avec 12,5% des parts), les Etats-Unis (9%), l'Inde (8,6%), l'Australie (8,4%) et le Japon (7,8%), occupent respectivement, les deuxième, troisième, quatrième, cinquième et sixième places.

Il convient de faire remarquer que la Malaisie, qui occupait la première place du classement, a été reléguée au huitième rang, suite à une réduction de 63,4% de ses commandes, constituées pour l'essentiel d'or noir.

TABLEAU N 48 : EVOLUTION DES VENTES GABONAISES PAR PAYS A FIN SEPTEMBRE

En milliards de FCFA	Valeurs			Poids			Var 13/14
	2012	2013	2014	2012	2013	2014	
Chine	141,1	242,1	425,9	3,7%	6,7%	12,7%	75,9%
Trinidad et Tobago	225,2	342,2	420,4	6,0%	9,5%	12,5%	22,8%
Etats Unis	571,2	318,9	301,5	15,1%	8,8%	9,0%	-
Inde	434,2	231,3	288,7	11,5%	6,4%	8,6%	24,8%
Australie	356,6	468,2	281,5	9,4%	13,0%	8,4%	-39,9%
Japon	311,2	283,5	262,2	8,2%	7,9%	7,8%	-7,5%
Grande Bretagne	3,7	53,7	194,8	0,1%	1,5%	5,8%	262,8%
Malaisie	1,8	465,6	170,6	0,0%	12,9%	5,1%	-63,4%
Corée du Sud (République)	73,2	13,6	164,4	1,9%	0,4%	4,9%	1107,7%
Espagne	85,2	303,5	158,9	2,3%	8,4%	4,7%	-47,6%
Total 10 premiers clients	2 203,4	2 722,6	2 668,8	58,3%	75,5%	79,4%	-2,0%
Autres	1 577,2	881,7	690,5	41,7%	24,5%	20,6%	-21,7%
Total Export	3 780,6	3 604,3	3 359,3	100,0%	100,0%	100,0%	-6,8%

Source: Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects

Par Continent

Avec 45,6% des parts à fin septembre 2014, l'Asie conforte sa place de premier importateur des produits gabonais. Dans ce classement, le continent asiatique est suivi de l'Europe (20,8%) et de l'Amérique (21,6%).

L'évolution de la demande asiatique s'explique en grande partie, par un relèvement, de 7% des achats de pétrole brut (environ 89,6% des commandes asiatiques).

L'Afrique occupe le dernier rang, avec 3,6% des parts (contre 4,9% en 2013). Les ventes du Gabon à destination du continent africain ont baissé de 31,7%, en raison de la diminution des commandes de pétrole brut (-53,4%, à 30,4 milliards de FCFA), en dépit d'une augmentation de 19,7 milliards de F.cfa des produits de consommation non alimentaires.

Ainsi le commerce du Gabon avec les pays africains demeure très faible. Cette indication concerne davantage le marché de la CEMAC qui, au terme des 9 premiers mois de l'année 2014, n'a absorbé que 1% des ventes du Gabon.

TABLEAU N 49 : EVOLUTION DES VENTES PAR CONTINENT A FIN SEPTEMBRE

En milliards de FCFA	Valeurs			Poids			Var 13/14
	2012	2013	2014	2012	2013	2014	
AFRIQUE	108,3	177,6	121,3	2,9%	4,9%	3,6%	-31,7%
<i>dont CEMAC</i>	<i>19,5</i>	<i>93,8</i>	<i>35,1</i>	<i>0,5%</i>	<i>2,6%</i>	<i>1,0%</i>	<i>-62,6%</i>
AMERIQUE	843,1	695,7	724,8	22,3%	19,3%	21,6%	4,2%
ASIE	1 964,2	1 435,0	1 531,6	52,0%	39,8%	45,6%	6,7%
EUROPE	508,4	827,3	700,0	13,4%	23,0%	20,8%	-15,4%
<i>dont UE</i>	<i>457,0</i>	<i>796,8</i>	<i>674,4</i>	<i>12,1%</i>	<i>22,1%</i>	<i>20,1%</i>	<i>-15,4%</i>
OCEANIE	356,6	468,7	281,7	9,4%	13,0%	8,4%	-39,9%
Total Export	3 780,6	3 604,3	3 359,3	100,0%	100,0%	100,0%	-6,8%

Source: Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects

III.5 LA DETTE PUBLIQUE EN SEPTEMBRE 2014

III.5.1-L'évolution du règlement

Au terme des neuf premiers mois de l'année 2014, le règlement de la dette publique s'élève à 229,1 milliards de FCFA (dont 177,4 milliards de FCFA de paiement en capital). Par rapport à la même période en 2013, ce montant est en hausse de 24,5% du fait essentiellement de l'accroissement du règlement de la dette intérieure. Le règlement de la dette extérieure a été consacré principalement au désengagement sur la dette commerciale (52,2% du montant de la dette extérieure).

S'agissant de la dette intérieure, son service a porté pour 74,1% sur la dette envers le marché financier régional et 16,9% pour la dette bancaire. Comparativement à la même période une année plus tôt, le règlement de la dette intérieure a plus que doublé. Cette hausse résulte essentiellement de l'affectation de 45,1 milliards de FCFA pour honorer aux engagements envers le marché financier régional.

TABLEAU N 50 : EVOLUTION DU REGLEMENT DE LA DETTE

(En milliards de FCFA)	A fin septembre		Variations en %
	2013	2014	
Dettes extérieures	160,1	168,1	5,0
Multilatérale	26,9	27,8	3,3
Bilatérale	23,1	25,4	10,0
Commerciale	92,0	87,7	-4,7
Marché financier International	18,1	27,2	50,3
Dettes intérieures	23,9	60,9	154,8
Bancaire	5,2	10,3	98,1
Moratoires	13,3	4,2	-68,4
Divers	5,4	1,3	-75,9
Marché financier Régional	-	45,1	-
Total	184,0	229,1	24,5

Source : Direction Générale de la Dette

III.5.2 L'évolution des tirages sur financements extérieurs et intérieurs

Les décaissements cumulés sur emprunts à fin septembre 2014 se sont élevés à 157,0 milliards de FCFA. Ils sont en hausse de 32,4% par rapport au niveau atteint à la même période en 2013. Cet accroissement provient essentiellement de la hausse des tirages sur financements extérieurs.

Au cours de cette période, 39,9% des tirages sur financements extérieurs ont été effectués auprès des bailleurs de fonds bilatéraux, 36,1% auprès des bailleurs commerciaux et 23,9% auprès des bailleurs multilatéraux.

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux ont enregistré une hausse, tandis que ceux auprès des bailleurs de fonds commerciaux se sont repliés.

L'accroissement des décaissements auprès des bailleurs de fonds bilatéraux est principalement dû à la hausse des tirages effectués sur la Chine (35,2 milliards de FCFA de plus qu'en 2013). Celui des décaissements auprès des bailleurs multilatéraux est imputable essentiellement à l'augmentation des tirages effectués auprès de la Banque Africaine de Développement (+62,2%).

Malgré la hausse des tirages auprès de l'Autriche et la mobilisation des fonds auprès de l'Espagne, les décaissements auprès des bailleurs de fonds commerciaux ont enregistré une baisse de 24,5%. Cette évolution est consécutive à la faible mobilisation sur la France (-71,7%).

TABLEAU N 51 : EVOLUTION DES TIRAGES SUR FINANCEMENTS

(en milliards de FCFA)	A fin septembre		Variations en %
	2013	2014	
Extérieure	93,1	130,9	40,6
Multilatéraux	16,2	31,3	93,2
BDEAC	0,1	7,9	-
BAD	14,3	23,2	62,2
BIRD		0,2	
BID	1,8		-
Bilatéraux	14,2	52,2	267,6
<i>Club de Paris</i>	<i>12,1</i>	<i>14,6</i>	<i>20,7</i>
France	12,1	14,6	20,7
<i>Non Club de Paris</i>	<i>2,1</i>	<i>37,6</i>	<i>-</i>
Koweït	0,1	0,4	-
Chine	2,0	37,2	-
Commerciaux	62,7	47,3	-24,6
Autriche	34,2	36,6	7,0
Espagne	-	4,0	-
Etats-Unis	4,8	-	-
France	23,7	6,7	-71,7
Intérieure	25,5	26,1	2,4
Marché financier régional	25,5	26,1	2,4
Total	118,6	157,0	32,4

Source : Direction Générale de la Dette

Les décaissements effectués auprès des bailleurs de fonds bilatéraux ont été mobilisés auprès de l'Agence Française de Développement, du Fonds Koweïtien de Développement et de EximBank of China.

Ils ont été mobilisés pour le financement de (1) la réhabilitation de la route Ndjolé-Medoumane, (2) le Plan National de Développement Sanitaire (3) le Projet de Développement Agricole, (4) l'assainissement de la ville de Port-Gentil, (5) l'aménagement des aéroports, (6) le transport d'énergie électrique et (7) la route Pog/Omboué/Booué.

Les décaissements auprès des bailleurs de fonds multilatéraux proviennent de la Banque Africaine de Développement, de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale et de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement. Ils ont été orientés vers (1) le programme routier phase 1, (2) l'Appui au Secteur Pêche, (3) l'aménagement des bassins versants et (4) le Projet Infrastructure Routière.

Quant aux tirages auprès des bailleurs de fonds commerciaux, ils proviennent d'Unicredit, de la Deutsche bank et de la Société Générale. Ils ont été orientés vers (1) le projet CHU Mère-Enfant, (2) le projet Centre Universitaire phase 2, (3) le projet Axe Routier PK 12-Bifoun, (4) la réhabilitation du stade OBO et (5) l'achat du matériel de communication.

III.5.3. La situation du stock de la dette publique

Au troisième trimestre 2014, le stock de la dette publique du Gabon se situe à 2550,6 milliards de FCFA, contre 2283,2 milliards de FCFA en 2013. La structure du portefeuille de la dette publique est de 91,3% de dette extérieure, soit 2327,6 milliards de FCFA, et 8,7% de dette intérieure, soit 223,0 milliards de FCFA.

Le stock de la dette extérieure se reparti de la manière suivante :

- 286,3 milliards de FCFA de dette multilatérale ;
- 532,1 milliards de FCFA de dette bilatérale ;
- 620,6 milliards de FCFA de dette commerciale ;
- 888,6 milliards de FCFA de dette envers le marché financier international.

Quant au portefeuille de la dette intérieure, il se décompose comme suit :

- 67,5 milliards de FCFA de dette bancaire ;
- 13,6 milliards de FCFA de divers ;
- 90,3 milliards de FCFA de dette moratoire ;
- 51,6 milliards de FCFA de dette envers le marché financier régional.

III.6. LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT A FIN SEPTEMBRE 2014

III.6.1. Le solde d'exécution

L'exécution du budget au terme des neuf (9) premiers mois de l'année 2014, fait ressortir les soldes suivants :

- un excédent primaire de 451,2 milliards de FCFA, en hausse de 28,6% comparativement à la même période en 2013. Cet excédent s'explique essentiellement par l'amélioration des recettes non pétrolières.
- le solde base engagement, incluant la charge d'intérêt associée à la dette publique, enregistre un repli de 14,4% pour s'établir à 248,0 milliards de FCFA.

TABLEAU N 52 : EVOLUTION DES SOLDES

(En milliards de FCFA)	A fin septembre		Variations en %
	2013	2014	
Recettes pétrolières	995,6	695,8	-30,1
Recettes hors pétrole	901,0	993,7	10,3
Recettes comptes spéciaux	24,9	39,9	60,2
Recettes totales	1921,5	1729,4	-10,0
Dépenses de fonctionnement	919,8	863,8	-6,1
Dépenses d'investissement	540,6	404,8	-25,1
Prêts nets yc prise de participation	-71,5	9,5	-
Fonds spéciaux (yc FER)	181,7	0,1	-99,9
Dépenses primaires totales	1570,6	1278,2	-18,6
Solde primaire	350,9	451,2	28,6
Solde base engagement	289,8	248,0	-14,4

Sources : DGB, DGST,

III.6.2. L'exécution des recettes

Le budget en recette s'établit à 1729,4 milliards de FCFA à fin septembre 2014 contre un niveau de 1921,5 milliards de FCFA à la même période en 2013, soit une diminution de 10,0%. Cette évolution est imputable à la baisse des recettes pétrolières.

Les recettes pétrolières, qui représentent 40,2% des recettes totales, se sont établies à 695,8 milliards de FCFA à fin septembre 2014 contre 995,6 milliards de FCFA à la même période l'année précédente. Elles se détériorent de 30,1% statistiquement expliquée par le recul de l'ensemble de ses composantes. Cette diminution des recettes s'explique notamment par la baisse des prix du baril de pétrole, le repli de la production pétrolière et la dépréciation du taux de change du Fcfa par rapport au dollar à fin septembre 2014 par rapport à la même période en 2013.

TABLEAU N 53 : EVOLUTION DES RECETTES PETROLIERES

(En milliards de FCFA)	A fin septembre		Variations en %
	2013	2014	
Impôts sur les sociétés	145,5	91,2	-37,3
Redevances Minières Proportionnelles	307,5	279,4	-9,1
Autres	451,3	325,2	-27,9
Transferts SOGARA	91,3	-	-
Total des recettes pétrolières	995,6	695,8	-30,1

Source : Comité des Statistiques

En revanche, les recettes hors pétrole, ont progressé de 10,3% au 3^{ème} trimestre 2014, pour s'établir à 993,7 milliards de FCFA contre 901,0 milliards de FCFA à la même période en 2013. A l'exception des droits de douane, qui baissent de 5%, les autres composantes des recettes non pétrolières ont enregistré de bons résultats : les impôts indirects (+39,2%), les impôts directs (+10,1%) et les autres recettes (+5,8%). La baisse des recettes douanières s'explique par une contraction simultanée de la valeur des exportations et des importations notamment les biens de consommations finales, les biens d'équipements et pour les exportations, le pétrole et le manganèse.

TABLEAU N 54 : EVOLUTION DES RECETTES HORS PETROLE

(En milliards de FCFA)	A fin septembre		Variation en %
	2013	2014	
Droits de douanes	283,9	269,7	-5,0
Taxes sur les biens et services	179,9	250,4	39,2
dont TVA	130,8	195,4	49,4
Impôts directs	253,6	279,3	10,1
Autres recettes	183,6	194,3	5,8
Total des recettes hors pétrole	901,0	993,7	10,3

Source : DGST

III.6.3 L'exécution des charges de l'Etat

A fin septembre 2014, les dépenses exécutées de l'Etat, hors paiement des intérêts de la dette publique, ont baissé de 18,6%, passant de 1570,6 milliards de FCFA à fin septembre 2013 à 1278,2 milliards de FCFA à la même période en 2014. Cette situation résulte de la baisse conjointe des dépenses de fonctionnement et du budget d'investissement.

TABLEAU N 55 : EVOLUTION DES DEPENSES PUBLIQUES

(En milliards de FCFA)	A fin septembre		Variations en %
	2013	2014	
Salaires et traitements	417,9	436,9	4,5
Biens et Services	176,9	196,7	11,2
Transferts et subventions	325,0	230,2	-29,2
Investissements	540,6	404,8	-25,1
Ressources propres	447,5	273,9	-38,8
Finex	93,1	130,8	40,5
Prets nets (yc prise de participation et FER)	19,8	9,6	-51,5
Fonds spéciaux (yc engagements EPP)	90,4	0,1	
Total dépenses hors paiement d'intérêts	1570,6	1278,2	-18,6

Source : Comité des Statistiques

A fin septembre 2014, les dépenses de fonctionnement ont baissé de 6,1% pour s'établir à 863,8 milliards de FCFA contre 919,8 milliards de FCFA à la même période l'année précédente. Cette situation est due au recul des transferts et subventions (-29,2%).

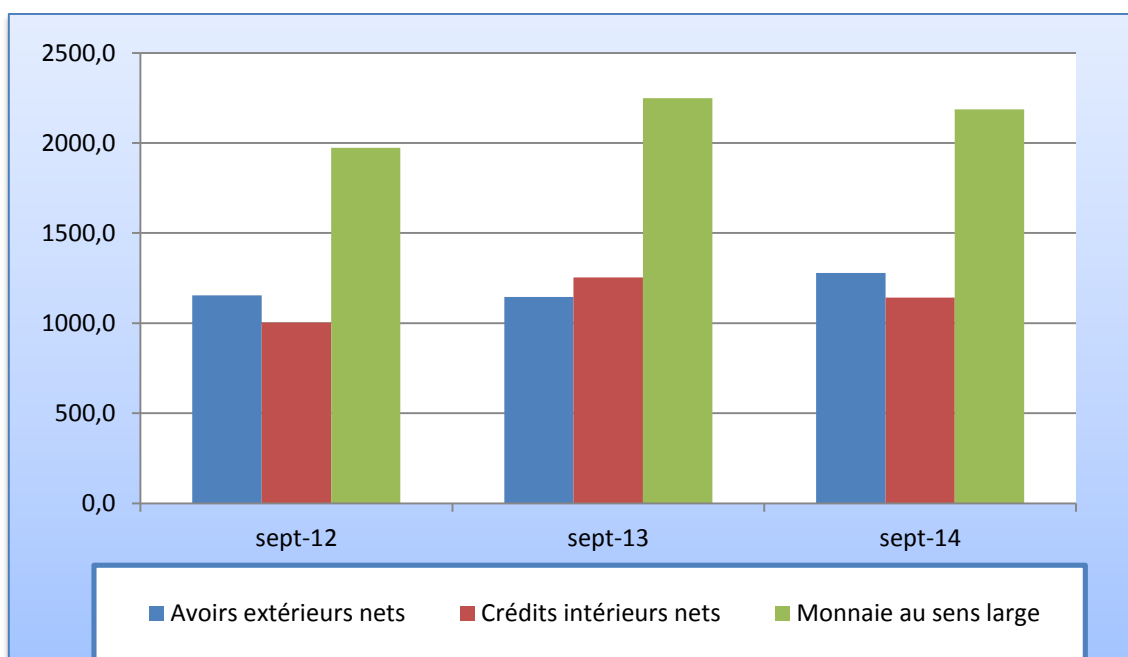
Au troisième trimestre 2014, en dépit d'une nette amélioration des tirages sur financements extérieurs (+40,5%) par rapport à 2013, les dépenses d'investissement ont baissé de 25,1% pour se situer à 404,8 milliards de FCFA contre 540,6 milliards à fin septembre 2013. Ce repli est imputable à la faible mobilisation des ressources propres. En effet, comparativement à fin septembre 2013, les ressources propres ont baissé de 38,8% pour se situer à 273,9 milliards de FCFA à fin septembre 2014.

III.7 LA SITUATION MONETAIRE

Au troisième trimestre 2014, dans la zone CEMAC, excepté la baisse du TIAO à 2,95%, les autres taux d'intervention ont été maintenus et fixés comme suit : (TIPP) à 5,75% et (TISP) à 0,6%.

Au Gabon, la situation monétaire large est marquée par une baisse de la masse monétaire (-2,7%) et du crédit intérieur (-9%). A l'inverse, les avoirs extérieurs nets s'apprécient de 11,6%.

TABLEAU N 56 : EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE RESUMEE



III.7.1 Les principaux agrégats monétaires

La masse monétaire (M2) a diminué de 2,7% à 2186,7 milliards de FCFA en septembre 2014, suite à la baisse du crédit intérieur (-9%). Au niveau de ses composantes, la circulation fiduciaire a progressé de 7,5% alors que les dépôts collectés se sont contractés de 4,6%.

La quasi-monnaie s'est repliée de 4,6% à 763,3 milliards de FCFA en septembre 2014, conséquemment aux difficultés de trésorerie des entreprises nationales liées au retard de paiement des marchés publics.

Quant aux ressources extra-monétaires, elles se sont confortées de 53,1% à 232,7 milliards de FCFA en septembre 2014, tirées par la consolidation des fonds propres des banques, en hausse de 11,1% à 324,3 milliards de FCFA au troisième trimestre 2014.

III.7.2- Les contreparties de la masse monétaire

Au cours de la période sous revue, on note une légère amélioration des contreparties des ressources monétaires de 0,8% à 2419,4 milliards de FCFA, en liaison avec l'accélération des avoirs extérieurs nets (11,6%).

III.7.2.1 Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets se sont appréciés de 11,6% à 1278,4 milliards de FCFA en septembre 2014. Cette évolution est expliquée par la hausse simultanée des avoirs extérieurs nets de la Beac (12,2% à 1208,3 milliards de FCFA en septembre 2014) et des banques primaires (1,9% à 70,1 milliards de FCFA en septembre 2014).

La hausse des réserves officielles nettes de la Banque Centrale est corrélée à la forte progression des autres créances et avoirs en devises de 23,7% à 675,7 milliards de FCFA, en glissement annuel.

Le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs est resté stable, et s'est situé à 89,5%.

TABLEAU N 57 : EVOLUTION ET REPARTITION DES AVOIRS EXTERIEURS NETS

Trimestre	juil-13	août-13	sept-13	juil-14	août-14	sept-14	var 14/13
Avoirs extérieurs nets	1265,9	1216,3	1145,8	1386,9	1310,6	1278,4	11,6%
Banque centrale	1129,6	1121,5	1077,0	1223,1	1221,5	1208,3	12,2%
Banques commerciales	136,3	94,8	68,8	163,8	89,1	70,1	1,9%

Source : Beac

III.7.2.2 Le crédit intérieur

Au troisième trimestre 2014, le crédit intérieur a enregistré un repli de 9% à 1141 milliards de FCFA, suite au raffermissement de la position créditrice nette de l'Etat vis-à-vis du système bancaire (passant de -104,1 milliards de FCFA en septembre 2013 à -307,7 milliards de FCFA un an plus tard).

TABLEAU N 58 : EVOLUTION DU CREDIT INTERIEUR

Trimestre	juil-13	août-13	sept-13	juil-14	août-14	sept-14	var 09-14/09-13
	(en milliards de Fcfa)						
Crédits intérieurs nets	1158,1	1139,8	1254,5	1156,0	1158,9	1141,0	-9,0%
Créances nettes sur l'Etat	-183,8	-192,3	-104,1	-305,0	-314,2	-307,7	-
Créances sur le reste de l'économie	1341,9	1332,1	1358,6	1461,0	1473,1	1448,7	6,6%

Source : Beac

III.7.2.3 Les créances sur l'économie

Elles se sont raffermies de 6,6% à 1448,7 milliards de FCFA en septembre 2014, consécutivement à l'augmentation des crédits consentis au secteur privé non financier de 5,7%.

L'analyse par terme révèle une forte diminution des crédits à court (54,6%) suivi du crédit à moyen terme (43,2%).

III.7.2.4 Les créances nettes sur l'Etat

A fin septembre 2014, la situation nette créditrice de l'Etat s'est chiffrée à -307,7 milliards contre -104,1 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette évolution traduit une baisse des dépôts de l'Etat suite à l'emprunt émis en 2013.

Aussi, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est-elle améliorée passant de 48,4 milliards en septembre 2013 à -111,3 milliards de FCFA en septembre 2014.

III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE

Au troisième trimestre 2014, la politique monétaire de la Beac a reposé sur l'abaissement du TIAO, la reconduction de l'objectif de refinancement, la stabilité des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

III.8.1- l'action sur la liquidité bancaire

L'excès de liquidité qui caractérise le marché interbancaire a conduit l'Institut d'Emission à maintenir l'objectif de refinancement à 2 milliards de FCFA, seuil fixé depuis le deuxième trimestre 2008.

III.8.2- la politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 8 juillet 2014 a décidé d'abaisser le TIAO et de laisser inchangés les autres taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,95%
Taux des Prises en Pension (TPP)	5,75%
Taux Crédeur Minimum (TCM)	3,25%

Les taux d'intérêt sur les placements sont restés inchangés et fixés comme suit :

Placements à 7 jours	0,60%
Placements à 28 jours	0,60%+1/16 de point
Placements à 84 jours	0,60%+2/16 de point

III.8.3- la politique des réserves obligatoires

Les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires ont été reconduits ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%

ANNEXES

TABEAU 59: PIB PREVISIONNEL RESSOURCES (A PRIX CONSTANT) 2011-2014

PIB: Ressources à prix constant (En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	HISTORIQUE		PROJECTIONS	
	2011	2012	2013	2014
-				
Secteur primaire	1236,5	1 199,1	1 206,1	1191,9
Agriculture, Elevage, Pêche	189,9	198,6	205,7	219,4
Exploitation forestière	46,8	53,8	55,3	59,2
Pétrole brut	834,9	799,8	757,6	750,8
Mines	165,0	146,8	187,5	162,6
Secteur secondaire	917,3	960,7	1 030,0	1081,2
Industries agro-alimentaires, boissons	84,8	90,6	94,6	102,6
Industrie du bois	49,4	57,2	55,6	61,4
Autres industries	97,2	108,3	110,7	121,2
Raffinage	35,0	27,3	29,5	36,2
Electricité, Eau	29,0	30,8	32,6	34,4
BTP	254,9	248,8	280,4	267,7
Recherche, services pétroliers	367,2	397,7	426,7	457,6
Secteur tertiaire	1189,8	1 313,4	1 425,9	1536,9
Transports & Communications	316,0	351,1	387,0	410,9
Transport	132,1	135,7	148,9	160,2
Communications	184,0	215,4	238,0	250,7
Services	670,2	743,2	804,2	869,6
Commerce	199,2	214,2	229,5	250,7
Services bancaires, assurances	4,5	4,9	5,3	5,8
Services non marchands	689,6	767,3	813,2	888,1
PIB au coût des facteurs	4033,2	4 240,4	4 475,2	4698,2
DTI et TVA	365,4	389,5	413,2	440,1
PIB au coût du marché	4398,6	4 629,9	4 888,5	5138,3
<u>Pour mémoire:</u>				
PIB total	4398,6	4 629,9	4 888,5	5138,3
PIB pétrole	834,9	799,8	757,6	750,8
PIB hors pétrole	3563,7	3 830,1	4 130,9	4387,5

Source : Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

TABLEAU 60: TAUX DE CROISSANCE DU PIB PREVISIONNEL RESSOURCES 2011-2014

PIB: Ressources à prix constant (En milliards de franc cfa, Prix = 2001)	HISTORIQUE		PROJECTIONS	
	2011	2012	2013	2014
-				
Secteur primaire	0,0%	-3,0%	0,6%	-1,2%
Agriculture, Elevage, Pêche	2,2%	4,6%	3,6%	6,6%
Exploitation forestière	-0,8%	15,0%	2,8%	7,1%
Pétrole brut	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,9%
Mines	11,3%	-11,0%	27,7%	-13,3%
Secteur secondaire	16,1%	4,7%	7,2%	5,0%
Industries agro-alimentaires, boissons	6,3%	6,9%	4,4%	8,5%
Industrie du bois	21,8%	15,9%	-2,8%	10,5%
Autres industries	-8,0%	11,5%	2,2%	9,5%
Raffinage	5,8%	-22,1%	8,1%	22,7%
Electricité, Eau	4,9%	6,4%	5,9%	5,4%
BTP	68,0%	-2,4%	12,7%	-4,5%
Recherche, services pétroliers	4,4%	8,3%	7,3%	7,2%
Secteur tertiaire	9,0%	10,4%	8,6%	7,8%
Transports & Communications	7,0%	11,1%	10,2%	6,2%
Transport	10,2%	2,7%	9,8%	7,5%
Communications	4,8%	17,1%	10,5%	5,3%
Services	11,7%	10,9%	8,2%	8,1%
Commerce	3,4%	7,6%	7,1%	9,2%
Services bancaires, assurances	21,2%	9,5%	8,5%	8,8%
Services non marchands	6,9%	11,3%	6,0%	9,2%
PIB au coût des facteurs	7,2%	5,1%	5,5%	5,0%
DTI et TVA	6,2%	6,6%	6,1%	6,5%
PIB au coût du marché	7,1%	5,3%	5,6%	5,1%
<u>Pour mémoire:</u>				
PIB total	7,1%	5,3%	5,6%	5,1%
PIB pétrole	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,9%
PIB hors pétrole	9,6%	7,5%	7,9%	6,2%

Source : Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

TABEAU 61: PIB PREVISIONNEL EMPLOIS (A PRIX CONSTANT) 2011-2014

PIB: Emplois à prix constant (en milliards de franc cfa de 2001)	HISTORIQUES		PROJECTIONS	
	2011	2012	2013	2014
Pib total	4 398,6	4 629,9	4 888,5	5 138,3
<i>Pib pétrole</i>	834,9	799,8	757,6	750,8
<i>Pib hors pétrole</i>	3563,7	3 830,1	4 130,9	4 387,5
Importations totales	1 497,4	1 617,0	1 582,9	1 478,6
<i>Biens</i>	1 145,8	1 244,2	1 321,1	1 283,6
<i>Services</i>	351,6	372,8	261,7	194,9
Total des ressources	5 896,0	6 246,9	6 471,4	6 616,8
Consommation totale	2 695,7	2 955,8	3 149,5	3 353,6
Ménages	1 812,5	1 972,0	2 131,3	2 323,1
Administrations	883,1	983,8	1 018,2	1 030,4
Investissement total	1 269,6	1 454,9	1 513,1	1 445,5
Formation brute de capital fixe	1 284,6	1 454,9	1 513,1	1 445,5
Administration	709,3	888,6	824,6	636,3
Secteur privé	575,3	566,3	688,5	809,2
<i>Pétrole</i>	252,7	284,8	336,6	390,5
<i>Hors pétrole</i>	322,6	281,5	351,8	418,7
Variation des stocks	-15,0	0,0	0,0	0,0
Exportations	1 930,8	1 836,2	1 808,8	1 817,8
Biens	1 871,5	1 771,5	1 742,2	1 744,4
<i>Pétrole</i>	1 254,2	1 200,5	1 096,0	1 090,5
<i>Hors pétrole</i>	617,3	571,1	646,2	653,9
<i>Rentes</i>	77,7	72,7	73,9	71,3
<i>Mines</i>	337,3	290,5	374,7	367,2
<i>Bois transformé</i>	202,2	207,9	197,5	215,3
Services	59,3	64,7	66,6	73,4
Total des emplois	5 896,0	6 246,9	6 471,4	6 616,8

Source : Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

TABLEAU 62: TAUX DE CROISSANCE DU PIB PREVISIONNEL EMPLOIS 2011-2014

PIB: Emplois à prix constant (en milliards de franc cfa de 2001)	HISTORIQUES		PROJECTIONS	
	2011	2012	2013	2014
Pib total	7,1%	5,3%	5,6%	5,1%
<i>Pib pétrole</i>	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,9%
<i>Pib hors pétrole</i>	9,6%	7,5%	7,9%	6,2%
Importations totales	12,6%	8,0%	-2,1%	-6,6%
<i>Biens</i>	14,1%	8,6%	6,2%	-2,8%
<i>Services</i>	7,9%	6,0%	-29,8%	-25,5%
Total des ressources	8,4%	6,0%	3,6%	2,2%
Consommation totale	7,0%	9,6%	6,6%	6,5%
Ménages	6,5%	8,8%	8,1%	9,0%
Administrations	8,1%	11,4%	3,5%	1,2%
Investissement total	11,3%	14,6%	4,0%	-4,5%
Formation brute de capital fixe	5,2%	13,3%	4,0%	-4,5%
Administration	22,8%	25,3%	-7,2%	-22,8%
Secteur privé	-10,6%	-1,6%	21,6%	17,5%
<i>Pétrole</i>	-18,3%	12,7%	18,2%	16,0%
<i>Hors pétrole</i>	-3,5%	-12,8%	25,0%	19,0%
Variation des stocks	-81,3%	-100,0%		
Exportations	8,6%	-4,9%	-1,5%	0,5%
Biens	8,0%	-5,3%	-1,7%	0,1%
<i>Pétrole</i>	5,7%	-4,3%	-8,7%	-0,5%
<i>Hors pétrole</i>	13,0%	-7,5%	13,1%	1,2%
<i>Rentes</i>	-42,5%	-6,5%	1,7%	-3,5%
<i>Mines</i>	12,8%	-13,9%	29,0%	-2,0%
<i>Bois transformé</i>	80,0%	2,8%	-5,0%	9,0%
Services	29,4%	9,1%	2,9%	10,2%
Total des emplois	8,4%	6,0%	3,6%	2,2%

Source : Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

TABLEAU 63: PIB PREVISIONNEL RESSOURCES (A PRIX COURANT) 2011-2014

PIB: Ressources à prix courant (En milliards de franc cfa)	HISTORIQUE		PROJECTIONS	
	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	3436,7	3 309,7	3 048,0	2798,6
Agriculture, Elevage, Pêche	225,5	224,5	227,7	248,1
Exploitation forestière	62,4	63,0	62,4	67,8
Pétrole brut	2801,5	2 942,9	2 647,4	2389,8
Mines	347,4	79,3	110,4	92,9
Secteur secondaire	1454,4	1 425,5	1 631,1	1645,4
Industries agro-alimentaires, boissons	113,2	122,8	132,1	149,3
Industrie du bois	54,4	58,0	54,2	60,7
Autres industries	216,1	254,3	263,5	288,5
Raffinage	58,0	45,7	49,8	58,0
Electricité, Eau	60,9	66,6	70,3	78,1
BTP	438,4	472,2	565,2	509,8
Recherche, services pétroliers	513,5	405,9	496,0	501,0
Secteur tertiaire	1865,9	2 015,7	2 212,1	2451,5
Transports & Communications	375,1	409,8	439,4	484,9
Transport	236,5	261,1	297,2	340,9
Communications	138,5	148,7	142,1	144,0
Services	1064,1	1 126,9	1 250,9	1371,0
Commerce	352,9	398,8	435,1	496,9
Services bancaires, assurances	73,8	80,2	86,7	98,7
Services non marchands	865,2	989,0	1 063,4	1210,8
PIB au coût des facteurs	7622,2	7 739,8	7 954,5	8106,2
DTI et TVA	390,0	412,5	457,6	502,5
PIB au coût du marché	8012,2	8 152,3	8 412,1	8608,7
Pour mémoire:				
PIB total	8012,2	8 152,3	8 412,1	8608,7
PIB pétrole	2801,5	2 942,9	2 647,4	2389,8
PIB hors pétrole	5210,7	5 209,4	5 764,7	6218,9

Source : Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

TABLEAU 64: PIB PREVISIONNEL EMPLOIS (A PRIX COURANT) 2011-2014

PIB: Emplois à prix courant (En milliards de franc cfa)	HISTORIQUES		PROJECTIONS	
	2011	2012	2013	2014
Pib total	8 012,2	8 152,3	8 412,1	8 608,7
<i>Pib pétrole</i>	2 801,5	2942,9	2647,4	2389,8
<i>Pib hors pétrole</i>	5 210,7	5209,4	5764,7	6218,9
Importations totales	2 108,2	2 362,1	2 306,9	2 173,7
<i>Biens</i>	1 641,4	1 850,7	1 926,3	1 852,4
<i>Services</i>	466,8	511,4	380,5	321,2
Total des ressources	10 120,4	10 514,5	10 719,0	10 782,3
Consommation totale	3 250,7	3 770,3	4 063,2	4 411,6
Ménages	2 141,9	2 394,0	2 599,9	2 901,5
Administrations	1 108,8	1376,3	1463,3	1510,1
Investissement total	2 188,5	2092,5	2480,3	2434,1
Formation brute de capital fixe	2 176,0	2 127,5	2 480,3	2 434,1
Administration	919,8	995,4	963,5	649,4
Secteur privé	1 256,2	1 132,1	1 516,8	1 784,7
<i>Pétrole</i>	789,8	637,3	868,7	964,2
<i>Hors pétrole</i>	466,4	494,7	648,1	820,5
Exportations	4 681,3	4 651,7	4 175,5	3 936,6
Biens	4 622,7	4 589,0	4 109,0	3 861,1
<i>Pétrole</i>	3 736,3	3684,9	3170,8	2996,4
<i>Hors pétrole</i>	886,4	904,2	938,1	864,7
<i>Rentes</i>	328,3	377,0	323,1	245,6
<i>Mines</i>	387,5	328,7	433,8	420,8
<i>Bois transformé</i>	170,6	198,5	181,2	198,3
Services	58,6	62,7	66,5	75,5
Total des emplois	10 120,4	10 514,5	10 719,0	10 782,3

Source : Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

TABLEAU 65: TAUX DE CROISSANCE DU PIB PREVISIONNEL EMPLOIS 2011-2014

PIB: Emplois à prix constant (en milliards de franc cfa de 2001)	HISTORIQUES		PROJECTIONS	
	2011	2012	2013	2014
Pib total	7,1%	5,3%	5,6%	5,1%
<i>Pib pétrole</i>	-2,4%	-4,2%	-5,3%	-0,9%
<i>Pib hors pétrole</i>	9,6%	7,5%	7,9%	6,2%
Importations totales	12,6%	8,0%	-2,1%	-6,6%
<i>Biens</i>	14,1%	8,6%	6,2%	-2,8%
<i>Services</i>	7,9%	6,0%	-29,8%	-25,5%
Total des ressources	8,4%	6,0%	3,6%	2,2%
Consommation totale	7,0%	9,6%	6,6%	6,5%
Ménages	6,5%	8,8%	8,1%	9,0%
Administrations	8,1%	11,4%	3,5%	1,2%
Investissement total	11,3%	14,6%	4,0%	-4,5%
Formation brute de capital fixe	5,2%	13,3%	4,0%	-4,5%
Administration	22,8%	25,3%	-7,2%	-22,8%
Secteur privé	-10,6%	-1,6%	21,6%	17,5%
<i>Pétrole</i>	-18,3%	12,7%	18,2%	16,0%
<i>Hors pétrole</i>	-3,5%	-12,8%	25,0%	19,0%
Variation des stocks	-81,3%	-100,0%		
Exportations	8,6%	-4,9%	-1,5%	0,5%
Biens	8,0%	-5,3%	-1,7%	0,1%
<i>Pétrole</i>	5,7%	-4,3%	-8,7%	-0,5%
<i>Hors pétrole</i>	13,0%	-7,5%	13,1%	1,2%
<i>Rentes</i>	-42,5%	-6,5%	1,7%	-3,5%
<i>Mines</i>	12,8%	-13,9%	29,0%	-2,0%
<i>Bois transformé</i>	80,0%	2,8%	-5,0%	9,0%
Services	29,4%	9,1%	2,9%	10,2%
Total des emplois	8,4%	6,0%	3,6%	2,2%

Source : Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. Roger MOULOUNGUI

Chefs de Service

M. IKAPI Eric

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. LEMAMI Ferdin

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. LEPENGUE Flore Aristide

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

M. MOUPEPE Yves

M. MEKAME OSSOUMA Célestin

M. OBAME NANG Didier

M. MOUSSAVOU Freddy Thibaud

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

M. Cyril BIBANG ENDAMANE

M. Martial MBA BISSIGHE

Chargés d'Etudes

Mme. Gislaine MINKUE ELANGMAN

Mme. Stéphanie-Josiane AVOME NGUEMA

Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA

Mme. Julie Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

M. Gildas Romaric MATANGOYE

M. Albain MOKAMBO

M. Didier NKOGHE OBAME

M. Ike IPOUNGA LOUSSOU

M. Brice YOUOMO

M. Euloge Bernadin LENGOUNGA

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme. Durance AVOMO OKE

Mme. Mireille AYITO OBIANG Ep. ENGONE

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA

Mme. Bertille ONGUIND'AVOUMA ALOUBA

Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU

M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE

M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA

M. Xavier Alain MAYOMBO TSAMBA

M. Jean de Dieu MOUSSODOU

M. Christian NDO

M. Aymard NGOUA ONA

M. OBANDJI Guy Ulrich

Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Patrick Renaud LOEMBA

M. Pierre Dieudonné THATY

Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Chargés d'Études

Mme. Perpétue ABORIE BOETOUMBA

Mme. Marie Irène IBOMBO

Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

M. Kevin BOUNGOUNGOU

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargés d'Études

M. Béchir MAHAMAT LÉBOUBA

M. LIPOCKO MOMBO